L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6e ANNEE
JEUDI 21 MARS 1974
N° 222

A L'OFFENSIVE !

— Pas de licenciements !
— 1500 francs minimum !

Actuellement les luttes classe contre classe connaissent un essor. Les luttes des ouvriers, des paysans, des lycéens, des différentes couches sociales opprimées et réprimées par l'Etat bourgeois ne courbent pas la tête devant la crise du capital qui se développe, mais passent à l'offensive.

Des luttes sont en cours à Moulinex, S.E.M.M.-Trigano, Jaeger, dans les banques, dans les Houillères de Lorraine, etc. ; ces luttes engagées par la base pour les salaires, pour le droit au travail ont un contenu de classe différent lorsqu'il s'agit des confédérations syndicales. Mais la caractéristique, la dominante qui s'en dégage c'est la volonté à la **base** de la lutte classe contre classe, de la lutte contre les exploiteurs capitalistes.

Aux Houillères de Lorraine, comme d'ailleurs dans les banques, chez Moulinex..., la confédération révisionniste de la C.G.T. est dépassée même avec sa nouvelle tactique. Aux Houillères de Lorraine le révisionnisme moderne s'oppose à la grève et appelle à la reprise du travail sous le prétexte que la tactique « de simples minorités », — alors que les grévistes des lavoirs sont majoritaires —, met en cause « les intérêts des travailleurs ».

Il y a un quart de siècle la ligne de la C.G.T. était toute différente : elle généralisait, elle soutenait ce genre de luttes contre la ligne de collaboration de classes de F.O.

Ces derniers jours, les 16 et 17 mars elle se trouve un ami de taille, Malterre a déclaré lors d'un congrès de la C.G.C. à Saint-Etienne : « Nous sommes moins éloignés de la C.G.T. que nous sommes loin de la C.F.D.T. et même de F.O. » Vraiment les révisionnistes de la C.G.T. ont trouvé un soutien de classe remarquable !!!

La bourgeoisie révisionniste du P.« C. »F. et de la C.G.T. ne peut souffrir la lutte classe contre classe. Alors elle a décidé d'agir selon sa nouvelle tactique, pour masquer son visage social-traitre, de lancer son bastion E.D.F., qu'elle contrôle dans une journée de grève de vingt-quatre heures, pour ouvrir des négociations après l'échec des « contrats de progrès ».

Disons-le franchement, le révisionnisme moderne est pour l'ordre capitaliste inscrit dans le Programme commun de gouvernement : alors, il faut se montrer responsable vis-à-vis de l'ordre bourgeois établi.

La classe ouvrière, les masses populaires laissent de moins en moins dévoyer leurs luttes par le révisionnisme moderne.

C'est pourquoi les dirigeants « jaunes », les Séguy, Krasucki, Berthelot et compagnie se déchaînent contre les prétendues grèves « gauchistes » et la C.F.D.T. qui les soutient. En balayant les briseurs de grève les travailleurs arracheront la victoire, comme à Lip.

Ainsi partout où les communistes marxistes-léninistes se trouvent ils agiront avec les travailleurs avancés, les travailleurs progressistes dans **l'unité à LA BASE ET DANS L'ACTION** en traçant une nette ligne de démarcation entre la petite poignée de défenseurs de la clique Marchais-Séguy, les porte-paroles du révisionnisme moderne et les larges masses des travailleurs qui veulent la lutte classe contre classe.

Pas de salaires inférieurs à 1 500 F net par mois pour 40 heures par semaine.

Non à tous les licenciements !

Non au chômage !

C'est dans notre propagande, notre action, par nos initiatives que nous préparerons d'une façon conséquente la révolution prolétarienne.

Balayons le principal obstacle à la révolution prolétarienne : le révisionnisme moderne.

Le Défi Démocratique de Marchais

UN DÉFI LANCÉ PAR L'ENNEMI

« Il n'est à notre époque qu'une seule société vraiment nouvelle, c'est le socialisme » s'exclame Marchais dans son « défi démocratique ». Mais les mots sont une chose, la réalité en est une autre. Le mot « socialisme » a été mis à toutes les sauces pour tromper les travailleurs. Il faut donc voir quel est le contenu de ce « socialisme ». Et pour cela, la première question qui se pose est celle de l'Etat.

L'Etat actuel est l'instrument de la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat. Il est fait pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, son pouvoir. L'armée, la police, les tribunaux, les prisons, etc., ces organismes de l'Etat sont faits pour opprimer les travailleurs.

Peut-il y avoir « socialisme » avec un tel Etat, peut-il y avoir un pouvoir des travailleurs avec un Etat fait pour opprimer les travailleurs ? Il est bien évident que non. C'est pourquoi Lénine a expliqué inlassablement qu'il ne pouvait y avoir de socialisme, de dictature du prolétariat, sans la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et l'édification d'un Etat de type nouveau, un Etat prolétarien. C'est là une ligne de démarcation fondamentale entre la bourgeoisie et ses différents partis, et le prolétariat. La bourgeoisie, et ses différentes composantes, est prête à parler de tout ce qu'on voudra, sauf d'une chose : *la destruction de l'Etat bourgeois.* Les différentes fractions de la bourgeoisie veulent toutes conserver l'instrument de domination de leur classe. Elles sont en concurrence entre elles pour prendre en mains la direction de cet Etat et non pour le démolir. Elles se disputent entre elles pour savoir à qui reviendra l'Etat. Le prolétariat, lui, n'a rien à voir dans ces disputes, il veut démollir cet Etat. Car quelle que soit la fraction de la bourgeoisie qui en prend les rênes, l'Etat demeure l'instrument d'oppression de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Que dit donc Marchais sur ce sujet ?

« On ne peut pas construire le socialisme avec un Etat dominé par les monopoles. Pour mettre fin à cette domination, pour réaliser le transfert à la collectivité des ressources essentielles du pays, pour conduire une politique visant à satisfaire les besoins des masses laborieuses et l'intérêt de la nation elle-même, il faut remplacer à la direction du pays les grands commis des monopoles par les représentants de tous ceux qui participent par leur travail à la création des richesses du pays. » (p. 173-174).

Comme on le voit, il n'est nullement question de détruire l'Etat bourgeois, mais de remplacer l'équipe dirigeante de cet Etat. M. Marchais traduit ainsi les aspirations des dirigeants révisionnistes : à accéder à la direction de l'Etat bourgeois. Quant à l'armée, ce pilier de la dictature bourgeoise, voici ce qu'en dit Marchais : *« Loin de vouloir "casser l'armée", comme le prétendent nos adversaires, nous voulons donner à la nation l'armée dont elle a besoin et pour cela assurer à celle-ci les missions, les structures, les armements, les conditions d'activité qui lui permettent de sortir de l'impasse où la politique actuelle du pouvoir la pousse »* (p. 232).

Il est donc clair que les objectifs poursuivis par les dirigeants révisionnistes n'ont strictement rien à voir avec les intérêts du prolétariat, qu'ils y sont radicalement opposés : ce sont les objectifs d'une fraction de la bourgeoisie qui cherche à accéder à la suprématie.

Le « socialisme » de Marchais n'est autre que la dictature de la bourgeoisie.

Démocratie, liberté, pour qui ?

M. Marchais chante « la liberté » et il la chante sur le vieil air de la bourgeoisie. A l'en croire il voudrait *« faire des libertés le bien réel de tous »*. Et il ajoute : *« La liberté... c'est la possibilité pour l'homme de se réaliser, de se réaliser pleinement. Et il n'y a pas de liberté si TOUS les hommes n'ont pas cette liberté-là »*. Comme l'a toujours fait la bourgeoisie, Marchais parle de la *« liberté pour tous »* pour dissimuler le fait qu'une telle « liberté » n'existe pas. Tant qu'existeront les classes il existera deux sortes de libertés : la liberté de la bourgeoisie, des exploiteurs, ce qui signifie l'absence de liberté pour les travailleurs ; la liberté pour les masses ce qui signifie l'absence de liberté pour la minorité des exploiteurs. Il en va de même pour la démocratie : à ce sujet, Marchais écrit : *« Nous voulons étendre à tous la démocratie »*.

Où a-t-on déjà vu la « démocratie pour tous » si ce n'est dans les discours électoraux de la bourgeoisie ? Démocratie bourgeoise ou démocratie prolétarienne telle est l'alternative. Or Marchais est un ennemi de la démocratie prolétarienne.

Pour mieux nous faire saisir sa conception de la démocratie, Marchais a recours à Brejnev qu'il cite longuement et affirme qu'en U.R.S.S. la tendance est au renforcement de la démocratie. Curieuse « démocratie » où les camps, les asiles psychiatriques renferment des millions d'hommes ; où l'on envoie les parachutistes contre les travailleurs qui protestent. Où, comme en Pologne, des centaines d'ouvriers sont assassinés lorsqu'ils manifestent contre la hausse des prix. Ceci porte un nom : la dictature fasciste.

Défense aux travailleurs de diriger

Marchais se veut le chantre de la « participation ». Il écrit : *« les travailleurs, les français dans leur masse doivent participer — directement ou par l'intermédiaire de leurs représentants élus — à l'élaboration comme à l'application de toutes les décisions qui concernent leur travail, l'organisation de leur cadre de vie, le sort de la cité, de la région, du pays. »* (p. 66), et il ajoute : *« Intervention, participation et contrôle des citoyens dans la direction et la gestion de la société, à tous les niveaux et dans tous les domaines, depuis l'entreprise jusqu'à l'Etat, de l'échelon du quartier à celui de la nation — voilà notre objectif »* (p. 99). En son fond, cette « participation » est identique à celle dont parle Pompidou ou Messmer. Le socialisme, ce n'est pas la « participation », mais la prise en mains de la direction du pays par les travailleurs, ayant brisé l'appareil d'Etat bourgeois et organisés pour constituer le nouvel Etat prolétarien.

Quelle « participation » peut-il bien y avoir alors que l'Etat de la bourgeoisie demeure ? Pour que les masses dirigent et contrôlent il faut que soit mis en place un Etat fondé sur des assemblées du type de celles de la Commune de Paris, rassemblant la masse des travailleurs dans les entreprises, les quartiers, les campagnes, etc., ayant un pouvoir législatif et exécutif, élisant et pouvant révoquer leurs représentants à tout instant. Cela s'appelle la démocratie prolétarienne.

Que propose Marchais ?

« Par le suffrage universel, le peuple délègue à ses représentants élus aux différents niveaux les pouvoirs d'accomplir un certain nombre de tâches. Nous entendons qu'il ait aussi le droit permanent d'intervenir dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale, culturelle du pays, de contrôler la manière dont ses élus accomplissent la tâche dont ils ont été chargés » (p. 122). Marchais promet tout ce qu'on veut, mais pas un mot sur cette chose DECISIVE : le droit pour les masses de pouvoir révoquer à tout moment leurs représentants.

A propos des nationalisations

A en croire Marchais *« la réforme décisive, c'est la nationalisation »* et il ajoute : *« Au seul énoncé de ce mot, les tenants du grand capital frémissent... la nationalisation frappe au cœur leur système d'exploitation et d'oppression »*. Pourtant, que l'on sache, il existe en France un certain nombre d'entreprises nationalisées et le capitalisme ne s'en porte pas plus mal.

C'est qu'il existe deux types de nationalisations. D'abord des nationalisations opérées par l'Etat bourgeois et qui sont au service du capitalisme. De telles nationalisations caractérisent le *capitalisme monopoliste d'Etat.*

Et il y a les nationalisations opérées par l'Etat prolétarien, qui caractérisent le socialisme. Marchais est partisan des premières. Les nationalisations opérées par l'Etat bourgeois ne sont qu'une forme particulière de la propriété capitaliste ; Marchais et les révisionnistes sont des partisans du capitalisme monopoliste d'Etat, ils veulent le pousser plus loin qu'il n'est actuellement. Les révisionnistes veulent réaliser la suprématie d'une forme de la propriété capitaliste (la propriété capitaliste d'Etat) sur une autre (la propriété capitaliste privée). Ce qui amène Marchais à faire l'apologie des actuelles entreprises nationalisées en des termes que les travailleurs de ces entreprises apprécieront. A titre d'exemple voici ce qu'écrit Marchais sur Renault : *« Et quant à la Régie nationale des usines Renault, ses succès techniques et commerciaux sont bien connus. Elle a démontré son aptitude à répondre aux besoins du marché intérieur. Elle est championne de l'exploitation »* (p. 62). Et Marchais, lui, est un champion du capitalisme monopoliste d'Etat !

Tout ceci n'empêche pas Marchais d'être aussi un partisan de la propriété capitaliste privée. Ecoutons-le : *« Dans la France socialiste, la propriété privée aura sa place... Les petites et moyennes entreprises tireront avantage d'une politique démocratique nouvelle... l'existence d'un secteur privé — qui se prolongera dans le socialisme — permettra de répondre aux besoins sociaux dans les domaines où la grande entreprise nationale ne peut les satisfaire avec la même souplesse, la même rapidité, la même créativité »*. Etrange, très étrange « socialisme » que celui où des patrons peuvent continuer à exploiter des ouvriers au nom de la « créativité ».

Au service du Social-Impérialisme

Programme capitaliste, le *« défi démocratique »* vise aussi à assurer l'hégémonie social-impérialiste sur l'Europe et la France en particulier.

D'abord on cherche à endormir la vigilance de notre peuple en entonnant l'air de la « détente ». *« Un tournant est en train de se produire dans les relations internationales, un tournant vers la détente, vers une paix durable. Nous entrons dans une période profondément nouvelle, celle de l'épanouissement d'une véritable coexistence pacifique entre Etats à régimes sociaux différents »* (p. 219). Ainsi on veut dissimuler la course aux armements que se livrent les deux super-puissances, la lutte pour l'hégémonie qu'elles se livrent sur les différents continents et océans. On veut endormir les peuples pour favoriser les visées impérialistes des super-puissances et en particulier du social-impérialisme. S'il y a « détente » pourquoi donc l'U.R.S.S. renforce-t-elle ses armements en Europe, et sa flotte en Méditerranée ?

Marchais voudrait faire passer le social-impérialisme pour un agneau et déclare : *« En vérité, rien dans le comportement de l'U.R.S.S. n'indique la volonté de disposer du sort des autres nations »* (p. 222). Qu'est-ce que l'invasion de la Tchécoslovaquie alors ? Et pourquoi ces flottes en Méditerranée, dans l'océan indien ? Dans quel but y a-t-il plus d'un million de soldats massés en République populaire de Mongolie ? Et pourquoi donc des sous-marins soviétiques viennent-ils espionner les ports français ? Marchais veut que le peuple de France baisse sa garde devant le social-impérialisme en faisant pousser cette super-puissance agressive pour un messager de la paix.

Il veut aussi que la France renonce aux moyens pouvant servir à préserver l'indépendance nationale et en particulier l'arme nucléaire. Ceci ne vise qu'à faciliter le chantage du social-impérialisme à l'égard de notre pays et à favoriser une agression.

Pour justifier ses prétentions, Marchais ne manque d'ailleurs pas de cynisme. N'écrit-il pas en effet : *« l'utilisation de l'arme nucléaire provoquerait aussitôt une riposte qui aboutirait à la destruction de la France »* ?

Marchais s'oppose à tout ce qui constitue un obstacle aux visées hégémoniques du social-impérialisme, et en particulier à l'édification européenne. Ce qu'il veut c'est une Europe dominée par le social-impérialisme. *« La France doit se donner pour objectif l'organisation d'une véritable sécurité dans la paix, d'une large coopération dans l'indépendance, à l'échelle de toute l'Europe, qui va — comme chacun sait — de l'Atlantique à l'Oural »* (p. 229).

Mais quelle « véritable sécurité dans la paix » peut-il y avoir alors que l'U.R.S.S. entretient des milliers de chars, d'avions, des milliers de soldats, des fusées nucléaires aux portes mêmes de l'Europe ?

—o—

Les intérêts exprimés dans le « défi démocratique » sont en complète opposition avec ceux de la classe ouvrière et du peuple de notre pays. C'est un programme qui vise à perpétuer l'exploitation des travailleurs, la dictature de la bourgeoisie. Il exprime les ambitions d'une fraction de la bourgeoisie qui cherche à prendre en main l'Etat bourgeois. Par ses promesses démagogiques, Marchais cherche à amener les travailleurs à appuyer ce programme bourgeois, à faciliter l'accession au pouvoir de cette fraction de la bourgeoisie. Le devoir des marxistes-léninistes est de dénoncer, de démasquer cette manœuvre, de la combattre. Si la classe ouvrière se laissait entraîner par les révisionnistes et épaulait leur arrivée au pouvoir, ce serait certains de ses ennemis qu'elle aurait contribué à faire accéder au pouvoir. Programme capitaliste, le « défi démocratique » est aussi dirigé contre l'indépendance nationale de la France. Il vise à faire régner sur notre pays la loi du social-impérialisme.

Pour toutes ces raisons le « défi démocratique » est à dénoncer et à combattre comme un plan de l'ennemi.

La révolution prolétarienne se fera contre toutes les fractions de la bourgeoisie, qu'elles portent le visage de Pompidou ou bien celui de Marchais.

André COLERE.

La grève à la BNP : c'est l'affaire de tous les grévistes

Environ 30 000 personnes ont manifesté à l'appel de toutes les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, SNB) de la rue Lafayette à la Place de la Bourse, vendredi matin 15 mars. A l'arrivée de la manifestation, des employés de la Bourse diffusaient des tracts affirmant leur solidarité et annonçant leur prochaine entrée dans le mouvement de grève.

Les grévistes du centre Bergère insistent sur le fait que la grève est menée et contrôlée par l'ensemble du personnel en grève « ...soutenue par l'ensemble des syndicats, employés, gradés et cadres de la profession bancaire... ». Plusieurs commissions fonctionnent : les commissions presse, popularisation - solidarité et animation au centre Barbès notamment, la commission popularisation au centre Bergère. En ce qui concerne la participation massive à la grève, la tendance au durcissement du conflit renforce certainement les rangs des grévistes, devant les refus de discuter sérieusement de l'Association professionnelle des Banques (APB) des revendications qui portent notamment sur la sécurité dans les agences (quatre fois plus d'agressions dans les agences de cinq personnes ou moins que dans les autres agences), l'embauche de nouveaux effectifs (ceux-ci étant très nettement insuffisants et ne progressent pas depuis 1970). Les grévistes réclament aussi, d'après un tract des comités de grève du Crédit Lyonnais, de la Société Générale, et de la B.N.P. agences :

— Le versement d'une prime de 400 F.

— L'augmentation uniforme des salaires.

D'autres revendications portent sur la retraite, les conditions de travail, le paiement des heures de grève, le respect et l'extension du droit syndical.

Enfin le vendredi 15 mars dans la matinée, les gardes mobiles ont fait évacuer les grévistes qui occupaient le siège du Crédit Lyonnais, rue Grétry. Seuls des délégués syndicaux sont restés, s'étant enfermés dans un bureau. Ils furent applaudis lorsqu'ils apparurent au balcon de la banque.

DES BRISEURS DE GREVE DANS LES COULISSES

*La direction de la B.N.P., comme certainement toutes les banques, utilise une méthode bien connue pour essayer d'atténuer les effets de la grève ou de la briser. Une camarade de l'*Humanité Rouge *à la recherche d'un emploi se présenta, la semaine dernière, sur convocation à la suite d'une petite annonce, à une agence d'Intérim, « Lancry-Prestation », sise 21 rue du Château-d'Eau, dans le 10e arrondissement. On commença à lui expliquer qu'elle était prise « pour une affectation en intérim pour une durée indéterminée ». Et lorsqu'elle demanda la nature du travail offert, la réponse se fit embarrassée : « Vous comprenez, à la B.N.P., ils sont en grève, un retard important est pris et le travail ne manque pas... » La camarade refusa évidemment le rôle de briseuse de grève qu'on voulait lui faire jouer, indignée, mais elle incita aussi les trois autres filles présentes à refuser le travail. Ce qu'elles firent. Et toutes les quatre quittèrent les lieux immédiatement. De tels faits sont évidemment fréquents en période de grève et nombreux sont les gens qui se laissent prendre au piège, car s'ils ne le demandent pas, on ne leur révèle pas la nature du travail proposé et le rôle assigné au travailleur. C'est pourquoi les agences d'intérim examinent avec une bienveillance de circonstance toute candidature, en liaison avec les secteurs en grève. Il est vrai que l'agence d'intérim n'est pas le seul moyen. On peut être plus direct. C'est par exemple le cas du Crédit Industriel et Commercial, qui embauche tous azimuts, avec promesse de titularisation si nécessaire. Au profit de quels licenciements ? De telles méthodes n'ont rien pour nous surprendre, certes, mais lorsque l'on cherche une place, il faut être vigilant et attentif à toute tentative de manipulation.*

SEMM (TRIGNAC)
Malgré les pressions révisionnistes, la SEMM c'est pas fini !

*Le 1er mars, c'est à près de 95 % que les travailleurs et travailleuses de la SEMM ont voté l'*occupation illimitée jusqu'à l'obtention d'une solution valable :

— On reste à Trignac (pas question d'aller dans l'Ardèche).

— Pas un seul licenciement.

— Maintien des avantages et des salaires.

Samedi et dimanche ils ont invité la population travailleuse de Trignac, Saint-Nazaire et de la région à venir les voir et visiter l'usine. Des « guides » expliquent comment on fait une caravane ! Des drapeaux rouges, des chants révolutionnaires, ainsi qu'un panneau rouge à lettres blanches annonçant que l'usine est ouverte de jour, pour tous.

Des panneaux indiquent le pourcentage allant dans la poche de Trigano et concessionnaires et celle de Giscard (TVA).

La municipalité PCF de Trignac et la fédération révisionniste de Loire-Atlantique comme d'habitude bercent les travailleurs d'illusions. Au lieu d'unir les forces énormes des travailleurs nazairiens en un seul front pour faire échec aux plans patronaux (géographiquement toutes les usines nazairiennes sont regroupées le long de la Loire), ils ont entamé un processus de négociations et de contacts très secondaires qu'ils ont bien sûr privilégiés à la lutte.

Les réformistes du PS qui tiennent la municipalité de St-Nazaire se sont tout au long de l'affaire contentés de vœux pieux alors qu'ils sont vraisemblablement depuis longtemps au courant de la fermeture imminente. Celle-ci était évidente pour les travailleurs de la SEMM mais aucune perspective ne leur a été offerte par les directions syndicales et politiques révisionnistes et réformistes. Tout ce qui a été fait de tangible, les travailleurs le doivent à leur seule initiative, et ils invitent tout le monde à venir les voir et discuter avec eux.

LA SEMM C'EST PAS FINI !

A BAS LES LICENCIEMENTS !

Un lecteur d'H.R.

Commandez

LA FASCISATION EN FRANCE

(3 F)

Que signifie classe contre classe

(Port en sus : 20 %) **(0,50 F)**

Vente directe de lait et fromage à Dijon par des paysans travailleurs

Des paysans-travailleurs en liaison avec des membres des ASF ont organisé une vente sauvage de lait et de gruyère dans un centre commercial d'une Zup proche de Dijon le samedi 9 mars. Les paysans ont vendu du lait 0,80 F le litre et du gruyère à 12,50 F le kilogramme.

Un nombre important de personnes se sont intéressées à la vente. En même temps les militants paysans invitaient les gens à venir discuter avec eux dans une salle proche où divers panneaux explicatifs avaient été préparés.

POURQUOI 0,80 F LE LITRE

Parce qu'en faisant une estimation de tous les frais qui entrent en jeu les paysans ont montré que c'est le prix minimum qui leur garantit une rémunération à peine égale au SMIG pour leur travail (les paysans-travailleurs exigent à juste titre une rémunération en fonction de leur travail. Jusqu'à présent le travail fourni n'est pas pris en considération dans les prix fixés par les IAA (Industries agro-alimentaires). Or ce même lait leur est actuellement payé par la coopérative 0,63 F le litre.

Par cettre démonstration les paysans veulent prouver aux travailleurs qu'ils ne sont pas les responsables des prix élevés à la consommation puisque eux-mêmes fabriquent du lait à perte. Ce sont les intermédiaires qui s'en mettent plein les poches au détriment des travailleurs et des paysans petits et moyens (car celui qui a plus de bêtes et est plus industrialisé peut atteindre un prix de revient intéressant). C'est pourquoi les paysans-travailleurs revendiquent une notion de « quantum » : c'est-à-dire que 70 000 l de lait par an seraient payés 0,80 F et la quantité supérieure serait payée 0,75 F par exemple, pour diminuer l'écart de revenu entre gros et petits exploitants.

D'autre part, les bénéfices des coopératives varient suivant les produits fabriqués. Ils sont très élevés par exemple pour les yaourths : dans un yaourth le fabricant ne paye que 5 centimes de lait...

Or pour le producteur c'est le **même** lait payé au **même prix** quel que soit le prix du produit vendu au consommateur.

Et la viande ? Les prix payés au producteur sont encore plus catastrophiques. La semaine précédente la SICAV payait la viande au poids mort à 7,50 F le kg seulement... Quels que soient les intermédiaires plus ou moins nombreux, ce sont eux les seuls responsables des prix élevés et ce sont eux qui font baisser le prix de la production en faisant des importations.

De telles actions illégales nous semblent intéressantes pour dénoncer l'exploitation dont donc victimes les paysans petits et moyens, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire. L'intérêt des petits et moyens paysans rejoint celui du prolétariat. Les nombreuses actions de solidarité ouvriers-paysans (le Joint, Lip, Larzac, Doux...) montrent que de plus en plus en prennent conscience et s'unissent dans l'action, pour abattre leur même ennemi.

Ouvriers, paysans même combat !

Correspondant « H.R. »

● Prix moyen payé au producteur : 0,61 F à 34 g °/oo de matières grasses (lait complet).

● Prix payé par le consommateur : 1,19 F à 34 g °/oo (lait pasteurisé).

classe contre classe dans les entreprises

S.C.P.C. (Cournon)

RIPOSTE AU LICENCIEMENT D'UN DÉLÉGUÉ SYNDICAL C.F.D.T.

Dans cette entreprise de fabrication de flacons et emballages plastiques, les ouvrières (majorité de femmes) avaient obtenu, après plus d'un mois d'occupation des locaux, la suppression du travail au rendement. La section C.F.D.T., largement majoritaire, avait soutenu activement les grévistes dans la lutte, tandis que la section C.G.T., squelettique sous la houlette des responsables locaux, avait fait le front commun avec le syndicat maison F.O. pour briser la grève.

Il y a quelques jours, le patron de choc accusait le délégué syndical C.F.D.T. de sabotage pour la simple raison qu'il prenait ses heures de délégué pour aller voir les ouvrières sur les chaînes. En même temps qu'il demandait son licenciement à l'Inspection du Travail, il lui notifiait une mise à pied de quarante-huit heures.

Aussitôt la riposte des travailleurs s'est organisée : grève à 100 % pour l'équipe de nuit et 90 % pour l'équipe de jour. La section C.G.T. ne participe pas à la grève. Devant l'intransigeance du patron, la grève se poursuit depuis quatre jours.

Correspondant H.R.

—o—

Dijon :

POULETTY, MARCHAND D'ESCLAVES !

Pouletty, entrepreneur de la région dijonnaise, bien connu comme membre influent du syndicat patronal du bâtiment, a fait venir une trentaine de travailleurs marocains, sous contrat d'un an.

Huit jours plus tard, huit d'entre eux sont licenciés sans motif. Le patron n'a tout simplement plus besoin d'eux. Le licenciement est légal : c'est l'application de la circulaire Fontanet, qui laisse un mois de délai au patron, et qui d'autre part oblige les travailleurs immigrés licenciés à retrouver du travail dans les vingt-quatre heures, s'ils ne veulent pas être expulsés !

Ils se sont adressés à l'Agence nationale pour l'Emploi, où on leur a offert un travail, sachant qu'ils devraient travailler plus de soixante heures par semaine (or le maximum légal aujourd'ui est de cinquante heures !) qu'ils seraient aux pièces, sans garantie de gagner le S.M.I.C.

De plus, ils ont une carte de travail « secteur agricole » et n'ont donc pas le droit de changer de profession. Le patron peut les licencier quand il veut, alors qu'eux sont obligés de rester là car il est difficile de trouver une place ailleurs.

Exigeons le droit de changer de profession pour tous !

Luttons pour l'abrogation de la circulaire Fontanet !

Travailleurs français, immigrés tous unis !

Correspondant H.R.

AFFICHEZ H. R.

BORDEAUX : FORD EN GREVE

Mardi 5 mars après-midi, un débrayage de 2 heures a lieu, à l'appel de la C.G.T., pour soutenir les gars des Tours Shütte, en lutte dans une autre partie de l'usine. Mais le mécontentement est grand dans l'usine, et les revendications nombreuses. Les ouvriers refusent de reprendre le travail au bout des deux heures. C'est le début d'une grève qui en est à sa deuxième semaine aujourd'hui. Très vite les revendications pour toute l'usine sont établies. Très vite aussi les divisions syndicales apparaissent : par exemple un délégué C.F.D.T. qui grimpe au poteau de la guérite pour glapir de reprendre le travail. La grève est décidée à la base, et les directions syndicales jugent la situation assez sérieuse pour « déplacer » le soir même Gerbaud, le patron de l'U.D.-C.G.T. Une A.G. est décidée pour le lendemain 14 h 30.

A l'A.G. le lendemain, le délégué C.G.T. fait « l'information ». Il répète qu'« ici on est responsable ». Son intervention est émaillée d'appels au calme, à la dignité, etc., en permanence. Puis il expose les revendications des travailleurs. Mais dans ces revendications, décidées unanimement, à la base, il fait deux lots, chacun sanctionnés par un vote différent :

1) des revendications de classification qui rentrent dans le cadre des actions nationales de la C.G.T., et sur lesquelles « nous sommes tous d'accord » conclut le délégué C.G.T., avant le vote :

a) disparition des O.Q. qui deviennent tous O.P.

b) Tous ceux qui travaillent sur une machine nécessitant un réglage obtiennent la classification OS 3.

d) Les manœuvres deviennent OS 1.

Vote massif sur ces revendications

2) « 200,00 F uniformes pour tous ! »

Cette deuxième revendication décidée par la base, dans l'unité, le delegué la présente comme « très discutée ». Dans son intervention, le bonze C.G.T. ne cesse de tourner autour du pot, de semer le doute, par exemple il insinue : « certains disent que cette revendication va remettre en cause les accords d'entreprises signés récemment »... Pas étonnant, lors de l'élaboration de cette revendication, lui, il s'y était opposé. Mais, il a beau faire, la revendication est votée, elle aussi, massivement, et *à l'unanimité !*

On décide alors des modalités de la grève : la C.G.T. s'arrange pour qu'on décide de faire des piquets « calmes pour dissuader les ouvriers » d'aller au travail, il ne faut surtout pas de piquets intransigeants, et puis surtout : « on n'a pas besoin de rester tous là ! » dit le délégué C.G.T... La C.G.T. se charge d'aller porter les revendications à la direction l'après-midi. L'ensemble des ouvriers décident la grève pour 24 heures renouvelable en A.G. A la fin de l'A.G., le délégué C.G.T. lit une lettre soi-disant envoyée par les gars des Tours Shütte : où il est rappelé qu'« on n'est pas des Gardes Rouges. Ici on est en France ! » Alors, tenez-vous bien ! (Les travailleurs sont décidés à faire aboutir leurs revendications, cela se sent à l'A.G. Environ 50 % ont débrayé.)

Le lendemain matin, jeudi, la direction donne sa réponse : « Reprenez le travail, et on négocie ensuite... Les revendications remettent en cause les accords d'entreprise ». A l'A.G. de l'après-midi, la C.G.T. et la C.F.D.T. font voter les revendications, sans faire de différences, cette fois : vote massif encore une fois ! L'A.G. décide de maintenir des piquets « dissuasifs », et d'organiser la popularisation de la lutte. La C.G.T. fait voter pour elle et la C.F.D.T. un blanc-seing de 24 heures pour mener la lutte. Des voix s'élèvent pour mettre en garde les directions syndicales : *on ne lâche rien !* La combativité des ouvriers est grande mais les directions syndicales font tout pour la freiner (çà se voit en particulier sur la question des piquets de grève, sur la question de l'A.G. : maintenant plus d'A.G., c'est les syndicats qui s'occupent de tout). Les jours suivants sont consacrés à populariser la lutte : délégations à l'O.R.T.F., à « Sud-Ouest » qui refuse de passer les communiqués, ou alors les tronque et les rend inintelligibles, manifestations à Blanquefort (ville où Ford est implanté), et lundi 11 mars, manifestation à Bordeaux, en commun avec les travailleurs de la S.A.F.T., en grève eux aussi (1.500 personnes).

Devant la lutte des travailleurs, la direction vient de céder sur un point : elle accepte d'entamer des négociations sans continuer à exiger au préalable la reprise du travail. Les travailleurs de Ford sont décidés également à ne pas se laisser mener par le bout du nez par les bonzes syndicaux : à une des dernières réunions de vifs remous ont eu lieu à propos de l'organisation des piquets de grève : à quoi ça sert de faire des piquets si on n'empêche personne d'entrer ? SEULE LA LUTTE PAIE !

Correspondant H.R. (15 mars 1974.)

STAMELEC (Bergerac)

Contre des licenciements, occupation de l'usine

Dans tout le département, depuis 1936, jamais une usine n'avait été occupée... Et qui plus est, l'usine vient de se monter, pas de syndicat, les quarante-deux grévistes (la boîte, Mécatel, regroupe les entreprises Stamelec et Cablim et compte quatre-vingt salariés) sont en majorité de très jeunes ouvrières.

Lundi 4 mars, un contremaître qui avait servi d'intermédiaire entre les ouvriers et la direction au sujet du manque de chauffage reçoit sa lettre de licenciement. Motif : ce contremaître aurait « harangué » les ouvriers.

Pour le patron, il faut croire que des ouvrières qui se plaignent de devoir travailler par un « froid de canard » (8°) ont forcément été « haranguées » par un cadre.

— Ce contremaître a joué un rôle de délégué du personnel, qualité dont il ne peut se prévaloir.

Autrement dit : un contremaître ne doit pas faire autre chose qu' « encadrer » les ouvriers.

Devant ce nouveau mauvais coup du patron , le lendemain, les ouvrières débrayent et occupent l'usine. Un jeune ouvrier de la Cablim ,solidaire de ses camarades de la Stamelec se voit lui aussi licencié le même jour. Le patron, bien entendu, porte plainte pour « occupation illégale de locaux » et, devant la décision du tribunal de mettre l'affaire « en délibéré » (c'est-à-dire devant le refus du tribunal de se prononcer immédiatement) décide de se faire « justice » lui-même. Accompagné d'une poignée de jaunes — dont une contremaîtresse particulièrement haïe — il est venu frapper les jeunes travailleuses, dont l'une est enceinte, en les traitant de tous les noms. Une jeune travailleuse a dû être hospitalisée et a souffert pendant plusieurs jours de déséquilibres nerveux. Plusieurs travailleuses et travailleurs ont été frappés. Mais, devant la calme détermination des ouvriers, le patron et ses jaunes ont dû rebrousser chemin.

L'occupation de l'usine se poursuit dans la bonne humeur... que le patron alimente bien involontairement par ses tracts jaunes (!) qui incitent les bergeracois à ne pas se laisser faire par les sarladais (le contremaître licencié vient de Sarlad). Le tribunal a refusé d'ordonner l'évacuation des locaux.

Les travailleurs de la Stamelec ont maintenant trois armes :

— *Le « trésor de guerre »*

La victoire des Lip est dans toutes les têtes. Les ouvriers gardent, pour l'instant dans l'atelier, des pièces de machine destinées au trust L.M.T. Ces pièces représentent 25 millions anciens et plusieurs mois de travail... alors que L.M.T. en a un besoin urgent. D'autre part, les ouvriers étaient en formation depuis huit mois, ce qui représente un certain investissement du patron.

— *La section syndicale* C.G.T., montée au cours de la lutte, qui rassemble la quasi totalité des grévistes. Rappelons que le patron répétait sur tous les tons qu'il ne voulait pas entendre le mot « syndicat » dans « son » entreprise.

— *La solidarité*

Des travailleurs, venus parfois de plusieurs kilomètres, viennent renforcer les piquets de grève ; l'Union locale C.G.T. a distribué des tracts dans toutes les entreprises de la région ; des collectes sont organisées dans les rues de la ville, dans les C.E.T., dans les lycées ; des petits commerçants ont fourni de la nourriture, etc. Le député-maire socialiste de la ville, Pimont, manifeste aussi sa solidarité... avec les non-grévistes qu'il a reçus !

Avec ces trois armes, les travailleurs de la Stamelec peuvent gagner !

Et c'est précisément cela qui gêne les dirigeants départementaux de la C.G.T... Mardi 12 mars au soir, alors que le tribunal avait nommé un médiateur entre d'une part la section syndicale de la boîte et l'U.L.-C.G.T. de Bergerac et d'autre part le patron ; on apprend soudain que celui-ci vient d'entamer des négociations avec l'Union départementale C.G.T. Il faut croire que n'ayant réussi à faire plier les travailleurs ni par le biais de l'action légale, ni par la force, ni par la division entre bergeracois et sarladais (!), le patron a fait appel aux « pompiers de service » : les permanents départementaux de la C.G.T. Ceux-ci, de leur propre aveu ne «descendaient» pas pour organiser la solidarité autour des travailleurs de la Stamelec mais pour « trouver une solution au conflit »... Et voici la « solution » qu'ils ont osé proposer aux travailleurs : *six licenciements !* Alors que les travailleurs se battent contre deux licenciements abusifs !

Mais les travailleurs ont voté : sept contre la poursuite de la grève et trente-cinq pour !

Et les militants de base de la C.G.T., du P.«C.»F. restent décidés à soutenir jusqu'au bout la lutte exemplaire des travailleurs de la Stamelec.

Les travailleurs de la Stamelec vaincront !

Pas un licenciement à la Stamelec !

Correspondant HR.

POUTEAU (Rennes)

LA LUTTE VICTORIEUSE DES TRAVAILLEURS TURCS

Récemment une lutte a eu lieu à l'entreprise Pouteau de Rennes. Des travailleurs turcs avaient été exclus ; or cette exclusion était en contradiction même avec le contrat de travail signé à l'embauche. Tous les travailleurs immigrés ont débrayé et ont rapidement obtenu gain de cause : les neuf ouvriers licenciés ont été réintégrés. Une fois de plus l'unité a payé.

Lettre des ouvriers turcs de chez Pouteau

MISE EN ACCUSATION

1. Nous sommes des ouvriers turcs (27 ouvriers) avec un contrat de travail d'un an. Maintenant, le patron cherche des prétextes pour casser le contrat.

Comment se fait-il qu'aujourd'hui il nous **vend** après nous avoir fait faire des sacrifices ? (quitter notre famille et notre pays...)

Est-ce que nous sommes venus ici pour travailler ou être vendus ?

2. Si pendant un mois, on avait fait subir le même traitement à d'autres ouvriers, ils se seraient révoltés.

3. Nous sommes venus sur demande de l'entreprise française, avec l'accord des offices d'immigration français et turcs.

Ils savaient très bien qu'il y aurait des difficultés d'adaptation : les systèmes de construction n'étant pas les mêmes en France et en Turquie.

Ils savaient très bien que ne connaissant pas la langue, on aurait des difficultés pendant notre travail.

Si un ouvrier français allait en Turquie, est-ce qu'il pourrait, après un mois, connaitre la langue et être à l'aise dans son travail ?

4. Quand un étranger vient en Turquie, nous l'accueillons chaleureusement, nous le respectons, et faisons tout notre possible pour qu'il soit à l'aise et content. Ici, non seulement on ne nous respecte pas mais on nous traite comme des esclaves.

S'ils n'avaient pas besoin de nous, pourquoi sont-ils venus nous chercher?

En sachant que nous ne comprenons rien et que nous ne pouvons pas nous défendre, ils nous font faire n'importe quoi.

Nous ne sommes pas des bêtes sauvages, nous ne travaillerons pas comme des esclaves, nous aussi, nous sommes des êtres humains.

5. Ils ont essayé de nous licencier groupe par groupe, sans avertir une personne responsable, capable de nous expliquer. Ils nous ont seulement fait comprendre de faire nos valises.

Pour aller où ? En Turquie, ou dans une forêt pour nous supprimer ?

Nous aussi nous avons des droits et nous avons le droit de les comprendre pour nous référer aux instances responsables.

Est-ce que toutes les portes sont fermées pour nous ?

Fait par l'ensemble des ouvriers turcs
28 février 1974
Correspondant « H.R. » - Rennes

P.T.T. (Paris recette principale) :

Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. sabotent la grève

Le personnel du service de transbordement à Paris R.P. s'est mis en grève le 21 février pour exiger des effectifs. Sur les agents consultés, trente-quatre sont pour la grève illimitée, deux sont pour une grève de vingt-quatre heures et les deux autres se sont abstenus. Il y a cent quarante préposés, 25 % environ sont syndiqués. .Dans notre service, deux syndicats sont représentés : F.O., le plus influent, et la C.G.T.

Le délégué F.O. du service et moi-même (délégué C.G.T.) avons transmis cette décision à nos responsables, afin qu'un préavis de grève illimitée soit déposé immédiatement.

F.O. accepte sans réchigner, ne voulant pas se mettre à dos la majorité de ses adhérents à trois semaines des élections de délégués du personnel !

Il n'en fut pas de même de la C.G.T., où durant plus d'une heure je me fis «sermoner ». On m'a reproché de faire le jeu de F.O., *d'avoir consulté le personnel de ma propre initiative*, et de me conduire en « irresponsable » !

Voyant que je restais sur ma position, les révisionnistes firent appel à du renfort pour essayer de me dissuader d'exécuter la décision du personnel. Sans résultat. Les dirigeants C.G.T. convoquent le personnel en A.G. le lendemain pour « exposer » leur position. Quatre-vingt participants environ. Les révisionnistes ont fait appel à un responsable fédéral auquel les dirigeants F.O. .refuseront de donner la parole, s'agissant d'un problème local.

La position des révisionnistes : grève de vingt-quatre heures répétée, à intervalles très courts, suivant les réactions de la direction.. Puis ils s'en prennent à la grève illimitée, et disent qu'une grève doit fatalement s'arrêter ! Ils sèment le doute dans les esprits : « Vous allez épuiser vos forces », « Un service n'a pas le droit de décider pour les autres », « Bientôt il y aura le paiement du tiers provisionnel... », « On ne recommence pas mai-juin 1968. »

Malgré cela, le 21 février, 96 % de grévistes sur l'ensemble du transbordement. La C.G.T. maintient malgré tout son mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures.

Le vendredi 22, à 6 heures, nouvelle A.G. avec la brigade du matin, qui reprendra partiellement le travail suivant la demande de la C.G.T.

Le midi, réunion avec l'autre brigade. Le travail de sabotage de la C.G.T. fait qu'une majorité de gars reprendra le service. A 16 heures, la brigade la plus concernée (celle qui a déclenché le mouvement) continue à l'unanimité. A 18 heures, on apprend qu'une délégation F.O. sera reçue par la direction, le lundi elle invite la C.G.T. à en faire autant.

Le lundi 25, le travail reprend dans la brigade du matin, de l'après-midi, et la « spéciale ». A 14 h 30, FO est reçue par la direction, puis nous informe que l'administration a dénoncé le préavis de grève illimitée en s'appuyant sur le fait qu'il n'y a plus de grévistes à midi (!) et nous « invite » à reprendre le travail sans avoir le résultat des négociations.

Résultats : arrivée de 6 préposés le 28-2, alors qu'il nous en faudrait au moins 20 !

L'échec de cette grève incombe en grande partie au sabotage des dirigeants CGT. Celle-ci voit une partie de ses adhérents remettre leur carte, écœurés.

Il reste des points à éclaircir, notamment sur le rôle de FO. Dans notre service la discussion se poursuit et on commence à tirer les leçons de cette grève.

Un postier, lecteur d'H.R.,
délégué CGT

SNCF : Non à la double journée

A la lecture d'un bulletin de salaire d'un cheminot, on reste confondu d'admiration devant tant de « largesse » : 880,00 F de salaire de base pour un agent du niveau E1 A. A ça bien sûr, s'ajoutent des primes: de rendement, de nuit, de dimanche, etc., ce qui revient à dire que si nous ne travaillions pas les dimanches ou les nuits, on se demande bien ce que l'on gagnerait !

Alors comment faire pour vivre avec de tels salaires ? Une « solution » a été adoptée par la plupart d'entre nous. Sitôt nos huit heures terminées (ou pendant nos jours de repos), nous allons nous faire exploiter encore 4, 5 ou 6 heures chez différents patrons exerçant tous les corps de métier.

Cela, tout le monde le sait. La direction de la S.N.C.F. le sait et le gouvernement aussi.

Ils le tolèrent même, car cela entre bien dans leur jeu : en effet, il est préférable pour le système capitaliste de faire crever un travailleur 15 heures ou 16 heures par jour plutôt que de le voir faire ses 8 heures de travail et de consacrer ses heures de repos et de loisir à son éducation culturelle ou autre (pêche à la ligne ou jardinage) et surtout à son éducation et son activité politique.

Aucun d'entre nous ne fait la double journée de travail par plaisir ! *Et si nous le faisons, c'est que nos salaires sont ridiculement bas.*

Mais, ce n'est pourtant pas la meilleure solution pour obtenir de quoi vivre. Dans un premier temps, peut-être, mais cela permet aussi à la direction de continuer à verser des salaires dérisoires.

Notre intérêt n'est pas de faire du noir chacun dans son coin, mais de nous unir, de nous organiser et de nous battre tous ensemble *pour arracher à la direction un salaire décent qui nous permette enfin de vivre correctement sans être obligés de nous tuer au travail.*

Extrait de
« Front Uni Cheminot-Avignon »
Supplément à « l'Humanité Rouge »

Négociations au sommet ou action à la base ?

Les négociations salariales 1974 vont apporter aux cheminots un gros 2 %, à peine de quoi suivre l'augmentation officielle du coût de la vie établie par l'Etat au service des capitalistes. Comme cela, alors que les trusts pétroliers auront augmenté leurs bénéfices de 397 % en un an, les travailleurs devraient se faire ceinture ! Et à la S.N.C.F., alors qu'il y a de plus en plus de travail et de responsabilités pour chaque cheminot, devrions-nous accepter une diminution de notre salaire réel ?

Une fois de plus, le patronat a lancé une invitation à négocier aux différents chefs de syndicats ; et cela dans le climat qui lui convient, à un moment où les travailleurs, malgré leur mécontentement, ne sont pas entrés en action. Certains responsables ont accepté parce que c'est leur habitude, leur « rendez-vous », comme ils disent. Mais l'ennui, c'est que nos dirigeants de la C.G.T., eux aussi, finissent par prendre goût à ces petits « rendez-vous » .Croient-ils faire peur actuellement à M. Guibert ? Ils se font bien des illusions, car notre Guibert serait vert de peur si nos dirigeants avaient nos quelques deux cent cinquante mille camarades derrière eux, mobilisés dans l'action, prêts à tenir jusqu'à satisfaction de nos revendications et pas seulement vingt-quatre heures !

Alors, camarades, supporterons-nous plus longtemps qu'on nous abuse ? Nos grosses têtes syndicales sont-ils si naïfs qu'ils ne comprennent des choses aussi simples ? Ou bien à force de prendre des « rendez-vous » avec Guibert, n'auraient-ils plus le temps de nous consulter ?

200 F d'augmentation minimum pour tous immédiatement !

Semaine de quarante heures en 5 × 8 avec deux repos accolés tout de suite !

Imposons nos revendications par l'action de tous, comme les travailleurs de Lip, comme les mineurs de Lorraine ou même d'Angleterre !

Non à la collaboration de classe !

Des militants C.G.T. pour la lutte classe contre classe (Nantes).

6 morts et 5 blessés sur un chantier à Avignon

« Accidents de travail » voilà rien d'étonnant en régime capitaliste où seulement le profit compte pour les patrons. Mais six morts et cinq blessés graves *d'un seul coup, c'est révoltant ! »*

En effet onze ouvriers portugais ont été ensevelis, dimanche 3 mars, sous plusieurs tonnes de pierres provenant de l'éboulement d'un pan de mur sur un chantier à Avignon.

La tragédie aurait été provoquée par « des infiltrations d'eau de pluie » selon la presse bourgeoise. Qui douterait une seule seconde que les véritables coupables sont la bourgeoisie et l'état des patrons qui ne respectent même pas leurs propres lois de sécurité dans le travail ?

Les morts de FERNANDES DE MALAGA, AMANDIO VIEIRA ; ANTONIO CAMPOS, AMANDIO CRISOSTOMO, JOAO DANTAS et ANTONIO RODRIGUES ainsi que les blessures infligées à FRANCISCO DE OLIVEIRA, ISIDRO DA SILVA, MANUEL NUMES, JOSE VIOLA et FRANCISCO VIEIRA viennent augmenter le bilan déjà lourd des ouvriers français et immigrés victimes des crimes du capital dans le bâtiment. Nous en avons assez !

— Exigeons de meilleures conditions de travail.

— Travailleurs français et immigrés une seule classe ouvrière, même combat !

— Unis nous vaincrons !

Un travailleur immigré.

Victoire au Pont de la Loire (Mindin-St-Nazaire)

Après la semaine de grève, les travailleurs français-immigrés de la S.G.E. (Dubruot C.G.E.) ont repris le 27 février. S'ils n'ont pas été satisfaits à 100 %, ils ont néanmoins acquis de nombreux avantages :

— 12 % d'augmentation ;

— Prime de rendement qui passe de 10 à 12 % ;

— Pour le panier, 3,50 F en plus ;

— Pour le restaurant, 2,50 F en plus ;

— Le transport est payé pour une partie ;

— La grève est payée en partie par une prime.

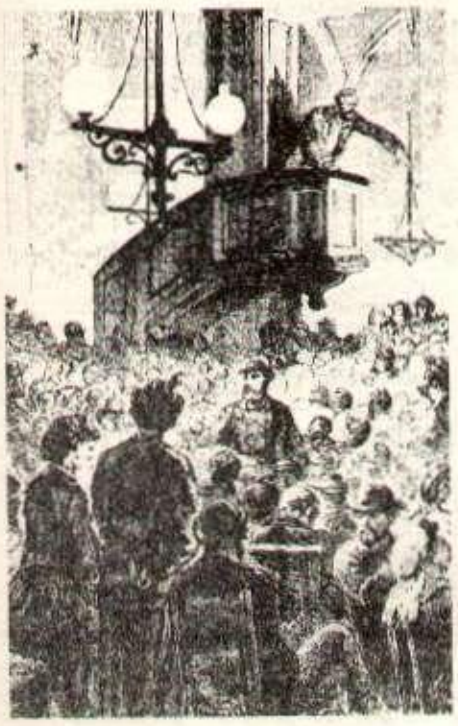
Il était à prévoir que la direction S.G.E. ne tarderait pas à céder.

La grève immobilisait pratiquement les travaux.

18 Mars 1871

Pour la première fois au monde,

LE PROLÉTARIAT AU POUVOIR



Plus de 20 000 communards se réunissaient chaque jour, dans les clubs, les assemblées ouvrières, où régnaient la plus large démocratie.

Une des mesures révolutionnaires de la commune : suppression du travail de nuit dans les boulangeries, et gare aux patrons qui ne respectaient pas le décret !

Tous les piliers de l'Etat bourgeois sont brisés. L'armée ? C'est le peuple en armes.

Depuis plusieurs mois déjà, Paris était assiégé. Mais, en dépit de l'encerclement des Prussiens, en dépit de la famine, du froid, de la peste, le peuple de Paris n'abdiquait pas, le peuple de Paris voulait se battre et vaincre ou mourir.

Le peuple, seul rempart à l'agression

Pendant ce temps, la bourgeoisie au pouvoir multipliait les paroles rassurantes et mensongères, colportant de fausses nouvelles de victoires, faisant grand bruit autour d'expéditions commencées en succès et toujours terminées en retraites. La garde nationale qui s'était levée comme un seul homme était soigneusement laissée à l'écart, à peine armée, inorganisée, hors de toute action militaire.

Tout en réclamant à cors et à cris la direction sans partage de la défense de Paris, la bourgeoisie n'avait qu'une idée en tête, une seule : traiter, capituler. En privé, elle ne prenait même pas la peine de s'en cacher, ainsi Crémieux affirmant :

« *Les prussiens entreront dans Paris comme un couteau dans du* beurre » ; pendant que le chef d'état-major de Trochu confiait à son entourage : « *nous ne pouvons pas nous défendre, nous sommes décidés à ne pas nous défendre !* »

« *Pendant quatre mois de siège, Paris avait tout accepté d'avance, la famine, la peste, l'assaut, tout sauf la capitulation... quand le mot éclata, il y eut d'abord un ébahissement énorme, comme devant les crimes monstrueux, contre nature. Les plaies de ces quatre mois s'avivèrent, criant vengeance.*

Le froid, la faim, le bombardement, les longues nuits aux tranchées, les petits enfants s'éteignant par milliers, les morts semés dans les sorties, tout cela pour entrer dans la honte... ! » (*Lissagaray. Histoire de la Commune de* 1871.)

Le 29 janvier 1871, le drapeau allemand est hissé sur les forts. Quatre cent mille hommes, armés de fusils et de canons, étaient ainsi contraints de capituler, sans avoir combattu, devant deux cent mille !

Le 1er mars, les prussiens pénètrent dans Paris. Dans le Paris des beaux quartiers, toutefois, car le cœur de Paris, le peuple tout entier, ne se rend pas et organise fiévreusement sa résistance héroïque.

Les dernières illusions sur la véritable nature du gouvernement bourgeois sont enfin tombées : mensongères sont ses paroles rassurantes, mystificatrices ses élections qui ne visent qu'à démobiliser. Epouvantée par le peuple qui s'arme, la bourgeoisie s'est ouvertement jetée dans les bras de l'ennemi. Désormais les choses sont claires.

Le prolétariat, le peuple de Paris, sont pleinement conscients que la défense nationale repose sur leurs seules épaules, qu'entre eux et les prussiens la bourgeoisie a choisi son camp : celui de l'ennemi. Et ils s'organisent pour assumer leur tâche historique pendant que Thiers et les débris de son armée fuient à Versailles.

Un gouvernement de la classe ouvrière

C'est ainsi qu'ils s'emparent du pouvoir, de tout le pouvoir, mettant à bas les institutions pourries de la bourgeoisie pour y substituer celles du prolétariat en armes.

Divisées en multiples tendances, dépourvues de leur parti d'avant-garde pour les guider, les masses prolétariennes de Paris, s'appuyant sur leur propre expérience de la lutte des classes, ébauchent, en fait, toutes les décisions indispensables à leur émancipation.

Tous les piliers de l'Etat bourgeois sont brisés et remplacés par des institutions radicalement différentes, prolétariennes.

L'armée ? c'est désormais le peuple en armes, tout entier : « *tous les citoyens valides font partie de la garde nationale* » affirme le premier décret de la commune.

L'administration est nettoyée de tous ses éléments versaillais. C'est le peuple qui règle ses propres affaires. Partout les services sont réorganisés et fonctionnent parfaitement avec seulement le quart du personnel ordinaire. Celui-ci n'est que le représentant du peuple, soumis à son contrôle et à sa direction.

« *Pour éviter la transformation des organes de l'Etat mis en place par le prolétariat, des serviteurs de la société en maîtres de celle-ci, la commune employa deux moyens infaillibles : premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement ,elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que perçoivent les autres ouvriers.* »

Ce sont toujours ces principes qui sont appliqués en Chine comme en Albanie. Ce sont à eux que les révisionnistes de Moscou ont aujourd'hui carrément tourné le dos !

Rejetant le masque hypocrite de la prétendue « séparation des pouvoirs », la commune se veut toute entière tournée vers l'action, assemblée à la fois législative et exécutive pour atteindre le but qu'elle s'est donnée : la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme en même temps que la défense de la patrie, de l'indépendance nationale.

C'est ainsi qu'elle instaure immédiatement toute une série de mesures révolutionnaires :

— Suppression du travail de nuit dans les boulangeries,

— remise jusqu'en avril de tous les loyers,

— récupération des objets — souvent de première nécessité — déposées au Mont de Piété,

— abolition des bureaux de placement,

— interdiction des amendes prélevées sur les salaires ouvriers,

— confiscation par le peuple des ateliers et des fabriques fermées,

— interdiction des cumuls de traitements, etc.

La démocratie la plus large règne dans les clubs, les assemblées ouvrières où tous les problèmes de l'heure sont librement, massivement débattus : plus de 20 000 communards se réunissaient ainsi chaque jour.

« *Voulez-vous savoir* » — disait Engels — « *à quoi ressemble une dictature prolétarienne ? regardez la Commune de Paris : c'était la dictature du prolétariat.* »

Les erreurs de la Commune

Contre le peuple de Paris soulevé pour briser ses chaînes, la réaction devait pourtant triompher momentanément et noyer dans le sang la révolte des opprimés.

Pourquoi ? plusieurs raisons l'expliquent. Tout d'abord — mais c'était là le fruit d'un développement historique — l'absence d'un parti de la classe ouvrière, capable de guider le peuple dans sa lutte. La direction de la commune fut déchirée entre plusieurs courants — dont certains petits bourgeois — ce qui aboutit à un certain nombre d'erreur dans la conduite de l'action.

La commune sous-estima, notamment la capacité de résistance de la bourgeoisie, sa férocité sans bornes pour tenter de récupérer son pouvoir tyranique. Elle se montra généreuse à l'égard de l'armée félonne, sous-estima grandement l'importance des problèmes économiques en laissant la bourgeoisie puiser abondamment dans le trésor de la banque de France qui n'avait pas été nationalisée. Elle ne sut pas utiliser efficacement l'énorme puissance du peuple en arme. Elle ne sut pas, enfin, briser l'isolement dans laquelle la bourgeoisie la maintenait et se laissa couper des forces révolutionnaires de la province.

Elle n'en a pourtant pas moins instauré la première dictature du prolétariat du monde, représenté l'aube de toutes les révolutions prolétariennes du monde. En Chine, en Albanie socialistes, la commune de Paris est toujours vivante, comme elle le sera un jour, à nouveau et définitivement, sur notre propre sol.

CHINE

consolider la dictature du prolétariat

« Confucius ? Quelle vieillerie ! Ça n'a rien à voir avec « notre » XX' siècle ! Que ne vont-ils pas inventer ces Chinois ? N'ont-ils pas mieux à faire à notre époque ? »... Et suit, dans la presse, à la radio, la kyrielle des ricanements, des feintes interrogations et des « analyses » méprisantes... Dans la droite ligne du film d'Antonioni... On n'a pas fini de régler leurs comptes aux vieilles idées stupides de « supériorité » impérialiste ! Loin de là !

Il y a aussi les pleurnicheries sur *« les trésors culturels que les Chinois détruisent, la sagesse ancestrale de Confucius qu'ils combattent ». « On détruit tout, on rase tout, là-bas »*, à entendre ceux-là mêmes, qui au nom de cette même « culture » n'ont pas hésité, en d'autres temps, à piller et saccager temples, pagodes et palais de l'ancienne Chine ! Ceux-là sont dans la droite ligne des « Chinois à Paris » ; et ne renieraient pas au fond la thèse du « péril jaune ».

Toutes ces idées distillées, plus ou moins adroitement font du mal à la Chine socialiste, à l'amitié entre nos deux peuples, à la cause du socialisme. A tous ces titres, *ce sont des idées à combattre* ; car bien des sympathisants sincères de la Chine d'aujourd'hui en sont les dupes ; ils s'interrogent : « Pourquoi Confucius ? La révolution culturelle n'a-t-elle pas vaincu ? Que se passe-t-il exactement ? »

Sous le socialisme, la lutte de classes continue...

Tout est-il réglé avec la prise du pouvoir de la classe ouvrière ? Le socialisme est-il un paradis où tout est « en harmonie » ? Non, mille fois non ! Les vieilles habitudes, les vieilles idées de l'ancienne société subsistent, profondément ancrées...

Un exemple : une jeune diplômée chinoise s'installe à la campagne ; elle devient professeur de l'école secondaire et épouse un paysan. Aussitôt, on pousse des hauts cris, deci delà « quel dommage qu'une diplômée venue de Pékin épouse un homme de la campagne ! » Son père, pourtant apprenti à l'âge de 12 ans, la critique « vivre à la campagne comme épouse de paysan c'est perdre son avenir ! » un professeur la calomnie « il y a là une vilaine affaire ! ». Face à un petit fait de la vie quotidienne ont ressurgi, terriblement vivaces, toutes les idées réactionnaires de mépris des travailleurs, de répugnance par rapport au travail manuel. La jeune femme, soutenue par la ligne idéologique du Parti Communiste Chinois a osé rompre avec les vieilles idées de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Mais ces idées ont encore cours...

Et ceci ne doit pas susprendre dans la société socialiste, *« période de transition entre la société capitaliste et la société communiste »*, dont Marx disait, il y a déjà plus d'un siècle :

« Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur des bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore des stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue ».

Aussi la société socialiste s'étend-elle sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classe et la lutte des classes, la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste. Mais diront certains, cette lutte n'était-elle pas le *fond* de la révolution culturelle prolétarienne ? Oui, mais pour victorieuse qu'elle ait été, elle n'en doit pas moins être *consolidée, développée aujourd'hui*. La victoire de la révolution culturelle n'a pas été gagnée en un jour elle n'est pas acquise définitivement.

Marxisme ou révisionnisme ?

« Prendre le pouvoir et le consolider, voilà le but de toute lutte révolutionnaire dans le monde. De même, c'est uniquement pour maintenir son pouvoir que la contre-révolution combat désespérément les forces révolutionnaires ».

C'est l'enseignement fondamental du Président Mao Tsé-toung qui donne le fondement *politique* des luttes en cours. La révolution en a-t-elle fini avec l'influence du capitalisme et du féodalisme ? C'était l'avis de Lin Piao, qui sous prétexte de louer la grande portée historique de la Révolution Culturelle, affirmait que les ennemis de classe avaient été *« tous éliminés en un coup de filet »* ! Plus d'ennemis de classe, plus de lutte de classes, plus besoin d'exercer la dictature du prolétariat et du peuple révolutionnaire sur les ennemis de classe ! C'était là, la logique de Lin Piao.

C'est une logique tout à fait *révisionniste*. Sur elle, Lin Piao a fondé toutes ses entreprises après le IX' Congrès du Parti Communiste Chinois : la tentative avortée d'instituer un chef de l'Etat, suivant le précepte confucéen de « s'en tenir aux rites », la volonté d'imposer au Parti et à la Chine toute entière, la théorie du « génie » qui justifiait que lui-même, Lin Piao, prenne la tête du Parti et de l'Etat, la préparation d'un complot et d'un coup d'état contre-révolutionnaires sous le titre de « Projets des travaux 571 »... Cette logique conduit à la restauration du capitalisme. Car tel est l'enjeu de la lutte entre les deux lignes : *« renforcement de la dictature du prolétariat ou restauration du capitalisme »* ?

Cette lutte est liée à la grande bataille entre forces révolutionnaires et forces impérialistes à l'échelle internationale. La Chine restera-t-elle rouge ? Voilà une question d'une grande importance qui préoccupe impérialistes et sociaux-impérialistes.

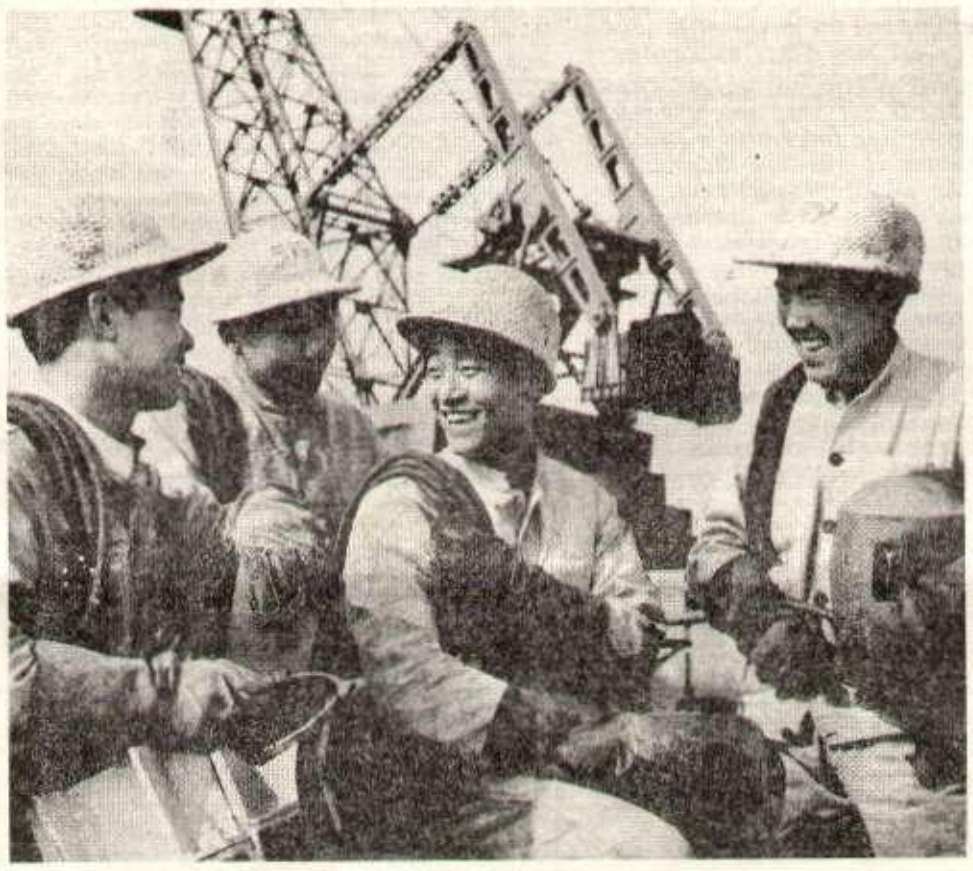
Brejnev et sa clique se sont lamentés à la chute de Liou Chao-Chi ; dans son plan de coup d'état armé — projet des travaux 571 —, Lin Piao envisageait la protection du « parapluie nucléaire soviétique » et affirmait que « ses actions » seraient « soutenues par l'Union Soviétique ». Les révisionnistes soviétiques ont toujours placé des espoirs dans les idées et les forces de restauration révisionnistes en Chine ; et ceci en vue d'une subversion de la dictature du prolétariat et de la transformation de la Chine en une colonie soviétique... Il suffit d'entendre Brejnev et sa clique dénoncer le combat contre les prétendues « forces internationalistes de l'intérieur » pour deviner leurs espoirs... déçus ! Il suffit d'observer leurs éloges de la pensée de Confucius « cristallisation d'une sagesse unique accumulée à travers les siècles »... pour comprendre sur quoi ils misent !

Pourquoi Confucius ?

Pourquoi Confucius en effet ? C'est que *l'idéologie confucéenne est présente dans toutes les vieilles idées des classes exploiteuses en Chine et ceci depuis plus de 2.000 ans !* Confucius fut un défenseur de la société esclavagiste décadente contre les forces montantes des propriétaires fonciers et les révoltes d'esclaves ; il fut l'idéologue achevé de la classe esclavagiste, résumant sa doctrine dans l'idée qu'il faut *« se modérer et en revenir aux rites »*. Autrement dit revenir à l'esclavagisme ; autrement dit *aller à rebours de l'histoire* (voir Pékin Information 1974, n° 9 ; 1973, n° 42.)

Quand ils dénoncent les idées de Confucius, les travailleurs chinois savent de quoi ils parlent. Un mineur vétéran raconte qu'en 1943, un « mouvement des mérites et des vertus » fut élevé à la mine... à l'emplacement de fosses longues de 20 m... où les impérialistes japonais venaient d'enterrer des milliers d'ouvriers chinois assassinés... ou même vivants ! Des anciens fermiers de « la cour aux fermages » évoquent deux rouleaux collés au mur du temple de Lieou Che-chan portant chacun le précepte de Confucius « bienveillance » : le temple avait été construit par le propriétaire foncier sur les débris de trois chaumières paysannes... La *« bienveillance »* confucéenne signifie exploitation, oppression, répression. Rien d'étonnant à ce que Tchang Kaï Chek pleure aujourd'hui ce qu'il a toujours voulu utilisé contre le peuple chinois afin « d'extirper à la racine le communisme » !

Lin Piao a eu, lui aussi, Confucius pour maître à penser (cf. H.R. n° 217). Comme lui, il a voulu aller à rebours de l'histoire. Aujourd'hui, Lin Piao est tombé, mais les idées réactionnaires qu'il a développées subsistent, dangereuses pour la dictature du prolétariat en Chine ; elles sont débusquées sans merci par les larges masses chinoises ; c'est cette *lutte politique et idéologique dans la superstructure qu'elles mènent aujourd'hui, associant étroitement la critique de la ligne révisionniste de Lin Piao à celle de la doctrine de Confucius !*



Une critique de masse

Ouvriers, paysans et soldats constituent la force principale de la critique ; ici des ouvriers d'une usine de tracteurs expliquent comment la lutte contre les idées réactionnaires leur a permis de sortir en 1957 le premier tracteur du pays ! Là, c'est un expert ouvrier qui explique quelle lutte idéologique a permis de fabriquer des lampes à vapeur de mercure et à haute pression. Tel jeune intellectuel, soumis à l'idéologie de Lin Piao, selon lequel « le travail des intellectuels à la campagne est une forme déguisée de travail forcé », raconte comment il s'est arrangé pour rester à la ville ; les lycéens de l'école secondaire n° 2 de Tientsien rendent visite aux jeunes diplômés installés à la campagne pour apprendre auprès d'eux. Deux membres suppléantes du C.C. du Parti Communiste Chinois, l'une ouvrière, l'autre vendeuse dans un magasin de Changhaï, critique l'idée réactionnaire de la « supériorité de l'homme sur la femme » prônée par Confucius et reprise par Lin Piao : *« C'est nous les ouvrières qui avons soufferts le plus de la doctrine de Confucius : c'est pourquoi nous avons le plus de voix au chapitre dans la lutte pour critiquer Lin Piao et Confucius... »*, écrivent-elles dans le « Quotidien du Peuple ».

Pas un domaine de la superstructure qui reste étranger à la grande critique de masse ; pas une idée réactionnaire qui ne soit combattue avec vigueur !

S'éduquer dans le marxisme-léninisme

La critique est étroitement associée à l'étude du marxisme-léninisme, les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung sont étudiées, ainsi que les instructions du Président Mao et les directives du Comité central ; car bien maîtrisée l'arme du marxisme permet d'approfondir la critique et de débusquer les théories réactionnaires, même les plus trompeuses mais c'est seulement dans la critique qu'est possible l'assimilation effective de l'arme du marxisme.

Travailleurs et cadres chinois se sont aguerris dans la Révolution Culturelle ; déjà 200.000 d'entre eux ont à Pékin participé à des stages d'étude, formant ainsi l'ossature du mouvement en cours ; unissant plus de 95 % des cadres et des masses, le mouvement va en s'approfondissant et permet déjà de mieux appliquer la ligne révolutionnaire, de consolider les acquis de la révolution culturelle, d'affermir la dictature du prolétariat.

Les premiers fruits du mouvement

Pionniers dans la critique les ouvriers le sont devenus dans la production ; à Pékin, la production a augmenté dans pas mal de secteurs ; dans un atelier de l'usine de machines outils n° 1 de Pékin, les ouvriers ont fait 51 innovations techniques à la suite de l'affirmation de Confucius « sur l'intelligence des hommes bien nés et la stupidité des roturiers » ; pour fêter la journée internationale des femmes, 29 ouvrières d'une usine de Pékin, ont fabriqué une machine multipliant la production par 60 à la suite d'un rigoureux mouvement de critique et d'étude ! Les acquis de la révolution culturelle sont défendus, consolidés, développés ; cela est vrai aussi bien pour la formation de cadres ouvriers, la participation des ouvriers à la critique et à la gestion des usines, leur désignation pour entrer à l'Université que pour le soutien apporté à l'activité des médecins aux pieds nus, au départ des jeunes instruits dans les régions rurales et montagneuses. Les élèves de l'école secondaire n° 2 de Dientsin ont ouvert leur école à deux battants sur la production et la réalité.

Tout cela n'est pas nouveau ; tout cela a été créé par la Révolution Culturelle, c'est vrai. Aussi le grand mouvement de critique et d'étude d'aujourd'hui montre-t-il à l'évidence que la lutte de classes dans la société socialiste est *prolongée et complexe*. Les ouvriers de l'usine textile n° 17 de Changhaï ont appris cette vérité dans les luttes en cours :

« Il faut passer par une *lutte acharnée pour consolider et développer la brillante victoire de la grande révolution culturelle prolétarienne tout comme il l'a fallu pour la remporter.* »

C'est à ce prix que la Chine restera rouge.

L'U.R.S.S., UNE SUPER-PUISSANCE AGRESSIVE

Les efforts désespérés des "CAHIERS DU REVISIONNISME"...

Rien n'est plus important pour les révisionnistes que de cacher le véritable visage de l'U.R.S.S. Mais c'est là quelque chose de plus en plus difficile. De plus en plus nombreuses sont les voix qui s'élèvent dans le monde entier et dans notre pays pour dénoncer le social-impérialisme et la menace qu'il représente. Aussi les révisionnistes sont-ils obligés de faire feu de tout bois pour cacher la réalité. C'est ce que fait Robert Bouvier dans un article paru dans le numéro de mars des *Cahiers du communisme*. Dans cet article, Bouvier s'évertue à démontrer qu'il n'y a pas de menace militaire du social-impérialisme. Tâche bien difficile, comme on va le voir.

Bouvier s'attache d'abord à démontrer qu'il n'y a pas de «condominium des deux superpuissances». Pour cela, il écrit : « *Cela consiste à identifier la politique internationale de l'U.R.S.S. à celle des U.S.A. et à assimiler tout accord de détente ou de coopération entre ces deux pays à des aspects particuliers d'un accord plus général sur le partage du monde en zones d'influence, au détriment des autres peuples, on escamote la réalité la plus déterminante de la politique : son contenu économico-social... La loi du profit monopoliste et ses corollaires sont ainsi escamotés.* » Autrement dit, l'U.R.S.S. ne serait pas une superpuissance comme les U.S.A. car le « contenu économico-social » de sa politique ne serait pas impérialiste. Affirmation creuse que quelques FAITS suffiront à démasquer.

Voyons le cas de l'Inde. Selon les propres statistiques soviétiques, entre 1970 et 1971, l'U.R.S.S. a vendu à l'Inde du pétrole et des produits pétroliers à un prix en moyenne de 30 % plus cher que celui des mêmes produits exportés en R.F.A. Par contre, le prix du jute que l'U.R.S.S. a importé de l'Inde était de 31 % inférieur au prix moyen des exportations indiennes de jute. Les dettes de l'Inde envers l'U.R.S.S. s'accumulent et les intérêts s'accroissent d'année en année. Ces dettes sont passés de 548 millions de roupies en 1971 à 3,85 milliards en 1972. Pour 100 roupies reçues de l'U.R.S.S., l'Inde doit payer 125 roupies la même année. Ce sont là des pratiques typiques de l'impérialisme. Comme on le voit « la loi du profit » est loin d'être escamotée.

Bouvier continuant, écrit : «*Reste un fait. Il est vrai que l'U.R.S.S. entretient une force armée des plus puissantes et que son dispositif en Europe est impressionnant. Pourquoi ?... Comment le premier souci des Soviétiques pourrait-il ne pas être, tant que le processus de coexistence pacifique n'est pas irréversible, tant que se manifestent les signes de l'agressivité impérialiste, de s'assurer les moyens militaires de leur sécurité, leur défense nationale.* » Autrement dit, l'U.R.S.S. entretient autant de forces armées pour défendre son indépendance.

Mais pour cela y aurait-il besoin d'entretenir de nombreuses bases militaires en dehors de ses frontières, d'envoyer des flottes de guerre à des milliers de kilomètres des côtes soviétiques ?

Les impérialistes U.S. n'agissent pas autrement. Que Bouvier nous explique donc le rapport qu'il y a entre la présence de la flotte soviétique en Méditerranée ou dans l'océan Indien et la « défense nationale » de l'U.R.S.S.

Ou bien qu'il nous dise pourquoi des sous-marins soviétiques viennent rôder aux abords de Toulon ou Brest.

Bouvier écrit plus loin : « *... Jamais l'Union Soviétique n'est à l'origine d'une guerre locale.* » Faut-il rappeler la guerre d'agression lancée par l'Inde contre le Pakistan, précédée par la mise en place d'un pont aérien entre l'U.R.S.S. et l'Inde ?

Il ajoute : « *Si " l'aide " impérialiste aux Etats réactionnaires est nécessairement source de profits pour les monopoles, l'aide de l'U.R.S.S. aux peuples qui luttent pour leur indépendance coûte cher au peuple soviétique.* » Pourtant que l'on sache, les armements fournis aux peuples arabes, pour ne citer qu'eux leur ont été VENDUS, et de 1961 à 1971, l'U.R.S.S. a vendu pour plus de 10 millards de dollars d'armes aux pays du tiers monde. Quant à l'Inde, nous avons vu ce qu'il en était.

Bouvier ne reculant pas devant l'insulte crapuleuse, ose écrire : « *Force est ainsi de constater que sans l'existence de la puissance militaire soviétique, le Vietnam n'aurait pu échapper à la mainmise américaine.* » Ce n'est pas le peuple vietnamien en armes qui a mis l'impérialisme U.S. en échec ; Bouvier injurie les patriotes vietnamiens tombés dans ce combat. C'est peut-être aussi grâce à l'U.R.S.S., qui pendant des années a soutenu Lon Nol, que le peuple khmer fait échec à l'impérialisme U.S. ?

Bouvier aura démontré tout ce qu'on voudra, en particulier qu'il est un falsificateur, mais en tout cas il n'aura pu démontrer que l'U.R.S.S. n'est pas une superpuissance agressive. Car c'est une réalité.

Mais pourquoi tant d'efforts ? Il nous le dit en ces termes : « *La seule solution de sécurité pour la France et pour l'Europe, c'est de toute évidence à la fois une réduction équilibrée des armements en Europe centrale et l'organisation d'un système de sécurité collective et de coopération paneuropéenne.* » Nous y voilà. Les révisionnistes ont besoin de cacher le renforcement du potentiel militaire de l'U.R.S.S., de masquer son vrai visage, pour amener les pays européens à réduire leurs armements et ainsi les rendre plus vulnérables à l'agression.

Mais les faits sont les faits et rien ne pourra empêcher le peuple de notre pays de prendre conscience de la menace social-impérialiste.

L'EXPANSION SOVIETIQUE DANS L'OCEAN INDIEN

E.F. Hill, président du Parti communiste d'Australie (marxiste-léniniste), a dénoncé, dans un article publié aujourd'hui dans l'organe du Parti, « Vanguard », l'expansion du social-impérialisme soviétique et la rivalité soviéto-américaine dans l'Océan Indien.

L'article indique que les sociaux-impérialistes soviétiques ont un grand nombre de bâtiments de guerre dans l'Océan Indien et qu'en même temps, l'impérialisme U.S. passe constamment à l'action pour faire contre-poids aux activités de la marine soviétique, en concentrant plus de bâtiments de guerre et en élargissant ses installations navales et militaires dans la région durant la guerre au Moyen-Orient, lorsque le social-impérialisme a menacé d'y envoyer des troupes soviétiques, la base américaine au cap du nord-ouest de l'Australie a été mise en état d'alerte total.

Il ajoute : « Dans l'Océan Indien, les sociaux-impérialistes soviétiques concentrent d'énormes forces et leurs amiraux se vantent de la puissance navale soviétique. » « Tout cela est une importante composante de l'expansion impérialiste. » L'article a aussi mentionné la visite en Australie de bateaux d'espionnage « océanographiques » soviétiques.

Il dit : « L'expansion des sociaux-impérialistes soviétiques dans l'Océan Indien constitue une partie de leurs efforts visant à s'emparer de nouveaux endroits dans le monde, aussi nombreux que possible. Pour le même but, ils tentent de créer un « système de sécurité collective » en Asie. Ils cherchent à combler le soi-disant vide laissé par le retrait de l'impérialisme britannique. C'est simplement dicter leur loi en ignorant le droit des anciennes colonies britanniques à l'indépendance et à la liberté. Il y a un danger particulièrement grave dans l'expansion soviétique. »

L'article indique que l'Union soviétique demande avec arrogance le libre passage des eaux territoriales d'autres pays par ses navires, et s'oppose à la juste demande pour la limitation des eaux territoriales à 200 miles marins. Le but de l'expansion soviétique est de s'emparer des ressources des autres pays et peuples.

« Les peuples dans cette partie du monde qui avaient chassé l'impérialisme français et l'impérialisme anglais ont porté des coups durs à l'impérialisme américain. Ils veulent l'indépendance. Par conséquent, ils ne veulent pas que le social-impérialisme, un nouvel impérialisme, remplace la France, la Grande-Bretagne et l'impérialisme américain. Les activités du social impérialisme soviétique ont pour but d'endiguer ce courant historique : les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution. »

« La menace du social-impérialisme soviétique est bien réelle. L'Australie en est menacée », ajoute l'article. « Il faut combattre jusqu'au bout le social-impérialisme soviétique », conclut-il.

Poursuivons la campagne contre le film anti-chinois de Jean Yanne

Non seulement le Gouvernement a autorisé la Projection du film antichinois de Jean Yanne, mais encore il participe activement à la campagne publicitaire de cet individu en mobilisant largement ses forces de police.

Toulouse

Chers camarades,

Nous vous écrivons pour vous informer de ce que nous « avons fait » aujourd'hui mardi 12 mars contre la venue à Toulouse de Jean Yanne et de sa clique par train spécial.

1° Cette venue a été tenue secrète à tout point de vue, les journaux n'en n'ont pas parlé, ni la radio.

2° Nous pensions que Jean Yanne et sa clique feraient un cortège de publicité à travers Toulouse.

C'est pourquoi nous avons mobilisé les camarades, des sympathisants et des militants d'autres organisations telles que Libération, G.O.P., afin de faire une attaque de ce cortège avec des paquets en plastique de peinture, de boue...

Nous avions prévu de distribuer en même temps un tract pour expliquer cette action (ci-joint ce tract !).

Une cinquantaine de personnes étaient ainsi présentes, prêtes à agir. Mais :

1° *la gare où devait arriver le train de Jean Yanne était truffé de flics en civil et de flics en uniforme et il était donc impossible d'y faire quoi que ce soit.*

2° Jean Yanne et sa clique n'est pas sorti de son train et y a fait une conférence de presse (avec cartes d'invitation) et cocktail.

qui auraient pu par hasard venir voir Jean Yanne.

Mais nous nous sommes trompés sur toute la ligne ! personne en effet ne s'était dérangé pour voir un Jean Yanne à Clermont, à part deux pelés (deux représentants du conseil municipal) et *cinquante* tondus (les flics !).

Le lendemain, aucune allusion à Jean Yanne dans la presse locale : Jean Yanne était donc venu à Clermont comme un voleur, faire le cinéma aux flics. Peut-être avait-il peur de rencontrer des Français à Clermont ? Nous ne l'avons pas vu de près pour le savoir, mais nous croyons pouvoir affirmer qu'il riait jaune...

Clermont-Ferrand

Chers camarades,

Mercredi dernier, nous avions appris tout à fait par hasard (aucun journal, aucune radio, aucune télé n'avait osé l'annoncer) que Jean Yanne serait le soir même à Clermont, dans son train de luxe que lui a payé son copain Dassault, pour présenter son film au cours d'un cocktail.

Aussitôt, nous nous sommes mobilisés, avec des membres des A.A.F.C. pour accueillir dignement ce « grand comique ». Une bonne farce, n'est-ce pas le meilleur moyen d'accueillir un grand comique comme Jean Yanne ? Nous avions par ailleurs amené quelques tracts pour distribuer aux gens

Quand les révisionnistes soviétiques "luttent" contre la bureaucratie

Dans la « Pravda » du 5 mars 1974, je suis tombé sur quelque chose d'absolument déconcertant : un article qui pourfend la bureaucratie, en disant que cette dernière mène à « la violation de la légalité socialiste ». On est habitué aux appels pour le respect de cette légalité lancés en direction de la classe ouvrière, cette légalité consistant toutefois en l'augmentation de la productivité, des cadences, du temps de travail, et aussi à la répression des masses quand celles-ci protestent contre un tel état de fait. Mais un même appel lancé en direction... du Président de la Cour Suprême de la République soviétique socialiste de Biélorussie, c'est assez étonnant. Pourtant, le Président en question est coupable de « procédure bureaucratique ». Voyons de plus près.

Un fonctionnaire hautement responsable a raconté dans un numéro récent de la « Pravda » : « E.I. Klimtchenko, comment lui, député du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., surmontant des obstacles bureaucratiques, obtenait de l'aide pour la famille de l'ouvrier tué, N. Molchan. » Puis, examinant les lettres reçues à la rédaction, le correspondant de la « Pravda » en retire l'idée principale : « Les lecteurs expriment leur reconnaissance cordiale à Eugène Ivanovitch Klimtchenko pour le fait que, remplissant ses obligations de député, il fait preuve d'une grande fermeté de principes, d'une grande persévérance, agit comme un vrai communiste, auquel le peuple, avec raison absolument fondée, a confié la représentation dans l'organe suprême du pouvoir. » Bref, mis à part l'essai de redorer le blason de la fonction de député qui à l'air un peu termi aux yeux du peuple, l'auteur de l'article rappelle la vieille thèse révisionniste de « l'Etat du peuple tout entier ». Ceci, c'est l'exemple positif, le bon député qui a combattu efficacement la bureaucratie, et qui à présent se fait acclamer par le bon peuple.

L'auteur continue en venant directement au vif du sujet : critiquer la bureaucratie. Ainsi, quel est son principal défaut ? « D'après G. Artemenko de la ville de Kamensk-Chakhtinski, région de Rostov, — écrit l'auteur — les bureaucrates sont dangereux parce par leurs actes, ils provoquent le mécontentement des gens, ils gênent notre mouvement vers l'avant. » On commence à voir un peu plus clairement ce que reprochent les « bons » révisionnistes à la bureaucratie : ils ne rétablissent pas assez vite le capitalisme. D'autre part, cette lettre confirme ce que les camarades albanais ont dit : « la lourde machine bureaucratique est devenue un obstacle insurmontable au développement des forces productives, à l'exploitation rationnelle des richesses du pays, de la main-d'œuvre et des moyens matériels et financiers, à l'introduction de la technique et de la technologie avancées, etc. Elle étouffe l'initiative et l'activité créatrice des masses (1) ». Aussi, deux « mouvements en avant » parallèles et contradictoires : la modernisation des moyens de production, et le rétablissement du capitalisme. Deux méthodes : donner plus de pouvoir (et de primes) aux experts, savants, contremaîtres et autres cadres, et faire du profit le moteur essentiel de l'économie.

Venons maintenant à l'exemple négatif : dans une lettre reçue de la ville de Bobronisk (Biélorussie), un jeune ouvrier, M. Svirko, d'un combinat de bois est mort d'avoir reçu un « trauma » mortel sur la tête : « La rédaction a reçu une réponse du bureau d'expertise médico-légale de la région de Minsk. C'est un message assez long, duquel on ressort que l'accident survenu à M. Svirko s'interprète de deux façons : ou il est mort d'une congestion cérébrale, il a reçu son trauma en tombant, ou s'il a d'abord glissé, puis il est tombé, s'est cogné la tête contre l'asphalte, et il est mort à cause de cela. » Vous apprécierez vous-même comment, en U.R.S.S., on défend les ouvriers. L'auteur de l'article met alors en cause nommément A.G. Bondar, Président de la Cour Suprême de la R.S.S. de Biélorussie, et en particulier, envers le remplaçant du Président de la Cour Suprême, S.T. Chardyko ». Puis vient quelque chose de très amusant : « On dit aussi, que les collaborateurs judiciaires sont en délibération, de laquelle ressort que « tous les travailleurs de la Cour Suprême de la R.S.S. de Biélorussie et des cours de région s'engagent à juger les affaires en stricte conformité avec la loi. » Les travailleurs de ces hautes instances juridiques ne savent-ils pas vraiment que : 1° on doit juger toutes les affaires en conformité avec la loi, et 2° que la délibération est un organe délibératif, et que cela est incompatible avec les décisions d'engagement. » Telles sont les oiseuses discussions sur la vie d'un ouvrier des révisionnistes soviétiques. Et pour couronner le tout : « Le Procureur de la R.S.S. de Biélorussie, A.I. Moguilnitski n'a pas jugé nécessaire de répondre à l'intervention du journal. »

Et là, l'auteur fait une découverte sensationnelle : tous les gens mis en cause par un journal devraient être dans l'obligation de répondre dans le délai le plus bref. En Albanie, par exemple, tout dirigeant, directeur d'usine, etc., est obligé de répondre dans un délai très bref à une critique formulée dans les journaux ou par les « feuilles foudre ». La lutte contre la bureaucratie s'y fait de deux façons : par l'intervention des organes du Parti et de l'Etat, et sur des bases marxistes-léninistes, et surtout par l'intervention directe des masses (contrôle ouvrier). En U.R.S.S., la « lutte » contre la bureaucratie se fait par l'intervention des organes du Parti et de l'Etat sur des bases capitalistes (et bureaucratiques !). Quant à l'intervention directe des masses, elle n'existe pas.

Une chose fondamentale que l'auteur de l'article « oublie » : le bureaucratisme est-il au-dessus des classes ? Non, c'est un phénomène bourgeois qui mène à la restauration du capitalisme. Le contrôle des masses est-il au-dessus des classes ? Non, c'est l'exercice de la dictature politique de classe du prolétariat. Alors, quand les révisionnistes « luttent » contre la bureaucratie tout en niant son caractère politique de classe, en niant que c'est une lutte entre deux classes antagonistes, ils font de la pure démagogie. C'est la classe bourgeoise qui tient le pouvoir politique en U.R.S.S. maintenant. Il est possible qu'une fraction de la bureaucratie freine le rétablissement du capitalisme. Mais il est sûr que c'est une lutte au sommet entre deux cliques révisionnistes, se conciliant toutefois sur un point : l'oppression et l'exploitation du peuple soviétique.

Mais la domination de la bourgeoisie révisionniste ne sera pas éternelle. Le peuple soviétique, éduqué par Lénine et Staline et sous la conduite des communiste (bolcheviques) révolutionnaires soviétiques, les balaiera à coup sûr comme un fétu de paille inutile. Et que tout le monde entende l'appel historique des communistes (bolcheviques) révolutionnaires soviétique : « Que nos amis et nos ennemis dans le monde entier nous entende : en Russie le bolchevisme renaît, comme le phénix, de la cendre et de la poussière. Nous, les bolcheviks, nous comprenons parfaitement combien sont difficile les tâches qui se posent devant nous, mais nous supporterons aussi bien les sacrifices que les tourments, en les bénissant.

Forts de la pensée de Lénine,
forts de la volonté de Staline,
et animés du grand cœur de notre peuple,
nous sommes invincibles !

(1) Congrès de la restauration du capitalisme, Congrès du social-impérialisme, Tirana 1971.

OUVERTURE DE LA LIBRAIRIE " LES HERBES SAUVAGES " A L'INITIATIVE DE E-100

A Paris, au 70 rue de Belleville, dans un quartier essentiellement populaire, les Editions du Centenaire et le Centre de distribution « E. 100 » viennent d'ouvrir une nouvelle librairie. Celle-ci porte le nom d'une célèbre nouvelle du grand écrivain chinois Lou Sin : « Les Herbes Sauvages ».

Le siège de cette librairie sera aussi désormais le siège d'E. 100.

Les lecteurs de « l'Humanité Rouge » y trouveront, outre un accueil amical et compétent, tous les ouvrages français, chinois, albanais, vietnamiens et algériens susceptibles de les intéresser.

Nous souhaitons le plus grand succès à cette nouvelle initiative.

Dernières parutions

EDITIONS ALGERIENNES

Les Algériens en France	13,75
La Palestine en question (2 volumes)	19,60
Les 5 doigts du jour (roman)	16,00
L'insurrection de 1871	1,40
La résistance algérienne de 1845 à 1939	1,40

●

EDITIONS DE TIRANA

Le renversement (récits)	7,80

Et bientôt :
L'école pour tous
La santé publique
La culture patrimoine
Jeunesse née et trempée dans la révolution

●

EDITIONS VIETNAMIENNES

Anthologie de la littérature vietnamienne :	
Tome 1 : Des origines au XVIIIe siècle	16,00
Tome 2 : Du XVIIIe siècle au XIXe siècle	16,00
Indomptable (roman)	12,85
Dans les prisons de Thieu	2,70
L'accord de Paris	8,60
Hué, passé et présent (Etudes vietnamiennes n° 37)	5,00

●

EDITIONS DE PEKIN

La véritable histoire de Ah Q. (Lou Sin)	2,40
La bibliothèque du marxisme-léninisme (contenant tous les classiques et textes choisis de Mao Tsétoung, présentée sous emboitage rouge)	25,00
Les dix petits livres d'enfants (rassemblés sous pochette plastique	7,00
Les 5 petits livres	6,00
Le Xe Congrès du Parti communiste chinois (documents)	1,10
Lénine : Sur la guerre et la paix	1,10

Aux « Herbes sauvages » vous pouvez vous procurer les livres de tous les autres éditeurs.

(Les frais de ports sont à notre charge pour toute commande atteignant 25 F. En dessous de ce montant, ajouter 20 % au prix total de la commande.)

E - 100 EDITIONS DU CENTENAIRE — LIBRAIRIE « LES HERBES SAUVAGES »

70, RUE DE BELLEVILLE 75020 PARIS

LA SEMAINE PROCHAINE SORTIE DU 1er NUMÉRO DE " LA FAUCILLE "

(Journal paysan des Communistes marxistes-léninistes de France)

« L'Humanité Rouge » publiera en encarté le premier numéro de « La Faucille » journal paysan des Communistes marxistes-léninistes de France.

Préparez dès maintenant le lancement massif de cet important journal dont la parution sera mensuelle. A l'heure où le mouvement paysan connaît un nouvel essor, où la tendance à l'union des paysans petits et moyens avec les ouvriers se développe dans les luttes, cette initiative doit revêtir une grande portée politique.

Le prolétariat révolutionnaire organisé dans l'Avant-garde Marxiste-Léniniste, a toujours soutenu les justes luttes des paysans pauvres, et aussi de la paysannerie moyenne endettée.

L'ennemi, la bourgeoisie monopoliste française est fondamentalement la même pour le prolétariat des villes et des campagnes, comme pour les couches de la paysannerie prolétarisée ou endettée.

Rallier ou non les paysans avancés à la lutte contre le révisionnisme et le réformisme pour que s'effectue la liaison révolutionnaire entre le mouvement de masse paysan et le mouvement révolutionnaire du prolétariat, c'est là une question décisive pour l'avenir de la Révolution prolétarienne dans notre pays.

EN AVANT CAMARADES POUR L'ORGANISATION DE L'AVANT-GARDE MARXISTE-LENINISTE A LA CAMPAGNE.

EN AVANT POUR LE DEVELOPPEMENT REVOLUTIONNAIRE DU MOUVEMENT PAYSAN !

★

AU SOMMAIRE

— Présentation du journal.
— Bilan d'un travail syndical dans une région « blanche ».
— Chine : interview d'un responsable du ministère de l'Agriculture (premier extrait).
— Eleveurs : développons les luttes jusqu'à la victoire totale.
— Tchad : les monopoles et la famine.
— La création de la Fédération française de l'Agriculture : une manœuvre fascisante.
— Martinique : victoire des ouvriers agricoles du secteur de la banane.

MONTPELLIER :

MEETING ANTI-RACISTE ET ANTI-IMPERIALISTE

Ce meeting, le premier organisé à Montpellier par les marxistes-léninistes, a montré le réel désir d'unité qui anime aujourd'hui les forces marxistes-léninistes dans la lutte contre le racisme, contre l'impérialisme et le social-impérialisme.

C'est plus de cent personnes, parmi lesquelles un très grand nombre de travailleurs français et immigrés, qui se sont réunies dans une salle remarquablement décorée.

Le meeting débuta par l'intervention enregistrée (pour des raisons de sécurité) des camarades tunisiens. L'intervention porta surtout sur la lutte anti-impérialiste et anti-fasciste du peuple tunisien ces dernières années ; elle dénonça la prétendue union avec la Libye qui est une manœuvre des deux superpuissances pour dominer cette région. Les camarades tunisiens ont insisté sur le rôle que doit jouer le prolétariat tunisien et son avant-garde, le Parti marxiste-léniniste, dans la lutte pour la révolution démocratique et nationale, dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme, pour l'unité avec le peuple libyen et les autres peuples arabes.

Ensuite, le président du meeting donna lecture d'un communiqué du comité des étudiants anti-impérialistes de Montpellier, communiqué soutenant l'initiative des marxistes-léninistes de Montpellier dans lequel ils dénoncent l'impérialisme américain et ses laquais, ainsi que l'impérialisme français aux Antilles et à la Réunion ; ils réaffirment leur soutien à la lutte des peuples du monde entier pour l'indépendance nationale.

Puis on entendit l'intervention des camarades du comité local du F.R.A.P., dénonçant la dictature fasciste de Franco et l'intervention de l'impérialisme yankee, qui tous deux oppriment et exploitent férocement le peuple espagnol. Face à cela, le peuple espagnol répond toujours plus par la violence révolutionnaire, telle l'exécution de Carrero Blanco ou celle d'un flic de la police politique lors de la manifestation du 1er mai l'an dernier à Madrid. L'intervention rappela la ligne qu'avait choisie le F.R.A.P. pour le renversement de la dictature franquiste et l'expulsion des impérialistes yankee, pour l'instauration de la République populaire et fédérative.

Ensuite, un camarade de l'U.L.-C.F.D.T., qui soutenait notre meeting, rappela les positions de la CFDT dans sa lutte contre le racisme. Il donna lecture d'un texte de la commission immigrée de la CFDT, rappela la lutte que mène cette commission au foyer de la Paillade, lutte à laquelle participe de nombreux immigrés.

Enfin, le camarade Lebrun fit l'intervention centrale. Cette intervention commune de l'Humanité-Rouge et de la Gauche révolutionnaire (m.-l.) est une des caractéristiques de l'unification des communistes marxistes-léninistes français.

Le meeting se termina par une vibrante Internationale.

A bas le racisme !

A bas l'impérialisme !

A bas le social-impérialisme !

Soutien total à la lutte héroïque du peuple martiniquais !

Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous contre l'impérialisme et le social-impérialisme !

Correspondant H.R.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Le Comité de rédaction de l'Humanité-Rouge	310
Souscription à la réunion des femmes à Paris	145,00
C.D.H.R. Stalingrad	2
Pour la naissance de Martin Z. et M. soutien à H.R.	300
Pour la naissance de Benjamin soutien à H.R.	100
Un ouvrier du montage O.R.T.F.	1
Une communiste	30
Anonyme Paris en timbres	100
Des camarades de l'Est	185
Soutien permanent P.	50
Yves	5
Soutien à H.R.	1
C.D.H.R. Gramsci	23
C.D.H.R. Quémal Stefa	27
Anonyme, en timbres	300
En supplément à réabonnement - G. J.	58
En supplément à réabonnement - C.A.	40
En supplément à réabonnement - F.G.	20
En supplément à commande affiches et abonnement L. B. et L. M.	37,50
C.D.H.R. Yveton, B.	60
Une infirmière	4
C.D.H.R. E. Pottier, B.	146
C.D.H.R. Labourbe, B.	100
Une Espagnole	10
Un Tunisien	8
Un Arabe	3
C.D.H.R. B., en timbres	45,50
Sympathisants	10,50
C.D.H.R. Fabien	13

—o—

Collecte de masse

Sur un marché	17,65
Un ouvrier (cité)	0,10
Une ouvrière (cité)	1
Un jeune travailleur	3
Un militant du C.P.Y.G.A.	5
Pour l'unité des M.-L. autour de l'avant-garde	3
Un étudiant	2
Un couple d'ouvriers	3
Un employé de bureau	3
Une Espagnole	2

—o—

Souscription de masse

Jeanne contre l'idéologie bourgeoise	30
Un forain	5
Sur le marché d'Aligre un lecteur	1
Bilou P.T.T.	38,30
Jean-Pierre Soutien à H.R.	20
M. T. - Soutien à H.R.	10
C.D.H.R. province	8
Un étudiant	3
Un postier	2
C.D.H.R. J. Staline, C.	50
C.D.H.R. F. Marty	52,15
C.D.H.R. province	20
C.D.H.R. Ho Chi Minh	5
C.D.H.R. Guy Mocquet	4,60
C.D.H.R. Casanova	6
C.D.H.R. N.V.T.	140
Un travailleur algérien	1
C.D.H.R. E. Varlin	10
C.D.H.R. Balagne	100
Anonyme	76
Un dessinateur	8
C.D.H.R Dallidet	11
Soutien à H.R. - H.R.	110
Total de la semaine	2 885,30
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	415 588,74

—o—

Soutien à la Martinique

Martinique 3e semaine Souscription	735,75
Total Martinique	1 089,25

Des lettres de soutien pour Karim...

Bordeaux, le 4 mars 1974.

« Cher Karim,

« Nous sommes un groupe de lecteurs de l'« Humanité-Rouge » nous avons appris dans le journal que tu étais sur un lit d'hôpital à cause de l'attentat des fascistes à Marseille.

Nous tenons à te dire toute notre haine pour les groupes fascistes qui essaient de semer la terreur parmi les travailleurs immigrés, particulièrement contre les Algériens. Ces groupes sont manipulés par le pouvoir pour développer le racisme dans la population française.

Nous tenons à te dire que nous, communistes marxistes-léninistes, faisons tout pour lutter contre le racisme et les groupes fascistes, les travailleurs ne forment qu'une seule classe et les peuples du monde entier sont frères.

En réaffirmant notre soutien à la lutte du peuple algérien, nous te souhaitons de te rétablir vite ainsi qu'aux autres blessés de l'attentat de Marseille.

C'est chaleureusement que nous t'envoyons un peu d'argent, nous ne sommes pas très riches, mais ce que nous t'envoyons veut dire beaucoup pour nous : ça veut dire **solidarité.**

Salut fraternel. »

Bruxelles, le 9-3-1974.

« Camarade Moukenden,

« Nous vous saluons au nom du Comité national de Palestine de Belgique, section des jeunes.

Nous étions très touchés par l'acte criminel, fasciste et raciste dont étaient victimes nos frères immigrés algériens ; c'est que nous transmettons nos condoléances aux familles des victimes de l'attentat raciste de Marseille.

Et à vous personnellement, nous vous souhaitons un bon rétablissement dans un avenir plus proche, et nous vous félicitons de votre solide moral et de votre optimisme.

Cher camarade, nous vous assurons que nous sommes, Arabes et Belges antiracistes, toujours à l'avant-garde pour combattre l'impérialisme, grand dirigeant des mouvements racistes et fascistes.

Salutation militante. »

C.N.P.

★

Commandez nos affiches

Restent disponibles deux séries d'affiches :

— une sur les femmes travailleuses,

— une autre appelant à la diffusion de l'Humanité Rouge.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Réglement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

en bref... en bref... en bref... en bref...

Déplorables conditions de vie des travailleurs américains

Pékin, 6 mars 1974. — Les mauvaises conditions de logement qui s'aggravent et auxquelles les travailleurs américains font face sont devenues un des grands problèmes sociaux des Etats-Unis.

Une étude faite par l'université Harvard et l'institut de technologie du Massachusetts indiquait en décembre 1973 qu'au moins une famille américaine sur cinq vit dans des conditions « inférieures à la normale », dans des conditions de « surpeuplement », ou est forcée de dépenser une partie excessive de ses revenus pour le loyer.

Les conditions de logement dans les bas quartiers sont particulièrement déplorables. Décrivant un bâtiment occupé par des familles pauvres dans la même rue que la Maison-Blanche, le « Washington Star-News » écrit : « Les portes sont usées et les corridors sont obscurs, l'odeur qui se dégage « est celle de miasmes pestilentiels, de vomissure et d'urine étalées sur les trottoirs et flotte au dehors comme une brume invisible ». « Les couloirs humides sont encombrés d'ordures, de glaces cassées et d'excréments », ajoute le journal. Dans un tel appartement, les habitants doivent vivre avec des chiens, des chats, des rats et des insectes qui courent partout : parfois les rats mordent les enfants, souligne le journal.

« La crise du logement aux U.S.A. », un livre publié en 1971, dit que les logements à Brownsville et dans d'autres bas quartiers de New York sont aussi pitoyables, et que de tels taudis « sont largement répandus dans tout le pays ».

Pour les travailleurs appartenant aux minorités nationales des Etats-Unis, le problème du logement est encore plus sérieux. Dans les communautés noires, indique le livre, les autorités ne portent aucune attention à la réparation des maisons qu'elles laissent se délabrer. A l'est de Los Angeles, dans la communauté où prédominent les Mexicano-Américains, 35 pour cent des habitations sont considérées comme inférieures à la normale, tandis qu'à Guadalupe, dans l'Arizona, 500 des 677 habitations de la zone où habitent les Mexicano-Américains se trouvent dans un état similaire. Ce qu'on appelle « inférieur à la normale » est « une phrase polie » pour décrire des maisons en bois avec des toits de tôle. En outre, les Indiens dans les réserves vivent même sous des tentes, dans des vieilles automobiles ou dans des poulaillers abandonnés.

Le loyer en augmentation incessante devient une lourde charge pour les travailleurs américains. Selon le « U.S. news and World report » du 19 mars 1973, le loyer a augmenté de 4,9 pour cent dans l'ensemble du pays, d'août 1971 à janvier 1973, période de prétendu contrôle fédéral du loyer. Mais il est monté en flèche dès janvier 1973, jour où ledit contrôle fut temporairement levé. Des journaux américains font savoir que les familles ayant un maigre revenu, surtout celles qui vivent dans des conditions misérables, ont du payer un loyer écrasant qui représente pour certaines d'entre elles 25 à 35 pour cent, ou même plus, de leur revenu.

Dans ces circonstances, les travailleurs américains ont du entamer la lutte. Dans certaines villes, rapportait-on, les hommes sans abris se sont installés dans des maisons inoccupées sans permission. En même temps, une lutte contre le loyer toujours croissant se développait sans cesse. 10 000 locataires à Newark ont déclenché une lutte de refus de paiement en 1970, qui se poursuivit pendant plus de trois ans. Ils se sont organisés aussi en groupes de locataires à l'échelon municipal et exigeaient : « Non aux arriérés, non à l'expulsion, de l'argent pour la réparation et la sécurité des maisons. » Au début de cette année, les locataires du district de Bronx, à New York, ont protesté contre les propriétaires qui ont répercuté l'augmentation du carburant sur les loyers au détriment des locataires.

(Agence « Chine nouvelle »).

—o—

Les femmes albanaises dans la révolution et la construction socialistes

Avant la Libération, il y avait seulement 600 ouvrières dans tout le pays et maintenant, le nombre des travailleuses sur les fronts industriel, agricole et ailleurs a atteint 360 000, soit 46 pour cent du total de la main-d'œuvre active du pays.

Trempées au feu de la révolution et de l'édification socialistes, les femmes albanaises ont élevé constamment le niveau de leur conscience politique et leur capacité de travail, et beaucoup d'entre elles ont été admises au Parti ou devenues responsables à divers échelons. Actuellement, le nombre des femmes représente 22 pour cent des membres du Parti, 27,3 pour cent des députés à l'Assemblée populaire.

Le niveau culturel des femmes albanaises s'élève de jour en jour. Avant la Libération, 94 pour cent des femmes albanaises étaient illettrées, tandis qu'aujourd'hui, la majorité des femmes albanaises ont un accès facile aux connaissances scientifiques et techniques. Le nombre des jeunes filles dans les universités et les écoles secondaires et primaires a atteint en 1973 plus de 324 000, soit 45 pour cent de l'effectif total des écoles albanaises.

On a établi des milliers de crèches et jardins d'enfants pour aider les mères à mieux travailler dans la construction socialiste.

Grâce à la sollicitude et à l'éducation prodiguées par le Parti du Travail, les femmes albanaises sont devenues une force importante dans la révolution et la construction socialistes. Sous la direction du Parti, elles n'ont cessé d'enregistrer ces dernières années de grands succès dans la lutte contre les habitudes et coutumes rétrogrades et pour leur émancipation. Le VIIe congrès de l'Union des femmes d'Albanie, tenu en juin dernier, a donné une impulsion au mouvement énergique de l'émancipation des femmes. Prenant une part active à la lutte contre l'idéologie bourgeoise et révisionniste, les femmes albanaises, faisant preuve d'abnégation, apportent une plus grande contribution à la construction de leur patrie.

(Agence « Chine nouvelle »).

—o—

Les femmes angolaises dans la lutte de libération

Kinshasa, 5 mars 1974. — Les femmes angolaises participent activement à la lutte de libération nationale, ont dit des responsables de la section féminine du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) à la presse à Kinshasa, à la veille du 8 mars, journée internationale des travailleuses.

Ils ont célébré la contribution des Angolaises à la lutte contre les colonialistes portugais et pour l'indépendance nationale.

Il existe, au front nord-centre de l'Angola, sept unités féminines régulières et une douzaine d'unités de femmes partisans. Elles combattent courageusement l'ennemi. Des femmes assurent des liaisons clandestines entre les zones libérées et celles encore sous le contrôle des colonialistes.

Dans les zones libérées, les femmes sont actives dans la production. Certaines d'entre elles sont des responsables. Un grand nombre d'institutions chargées de la protection des orphelins et des enfants sont administrées par des femmes, comme c'est le cas pour les centres d'assistance médico-sociale et les écoles. Actuellement, 20 pour cent du corps enseignant dans les écoles des maquis sont du sexe féminin.

(Agence « Chine nouvelle »).

—o—

Deux poids deux mesures

M. Raymond Marcillac peut être content de lui : licencié de l'O.R.T.F. le 7 août 1972 à la suite de l'affaire de « Publicité clandestine », l'ancien chef du service des sports de l'Office a gagné le procès qu'il avait intenté à son ex-employeur afin de recevoir une indemnité de licenciement. La commission arbitrale des journalistes a décidé que l'O.R.T.F. devra verser à M. Marcillac 320 000 F, soit 32 millions d'anciens francs en dédommagement. Si chaque ouvrier de Lip avait du recevoir une somme comparable... Mais, même à l'Office, nous ne nous souvenons pas que les journalistes licenciés lors des épurations d'après Mai 68 aient reçu de telles indemnités. Il est vrai que pour eux justement, clandestine ou pas, il ne fallait aucune publicité.

—o—

Des agents très spéciaux

Le métier d'agent d'assurances, nous le savons, est fondé sur l'exploitation habile des craintes ou des peurs des assurés. Du moins pour les assurances non obligatoires, celles que l'on appelle « risques divers ». Elle est d'autant plus fondée sur une telle exploitation que le contrat doit être à tout prix arraché, l'agent étant payé au nombre de clients. Lorsque l'on sait, par exemple, que dans une agence locale d'une ville importante de la banlieue Est d'une firme d'assurance qui a son siège dans le quartier des grandes sociétés (9e), il faut décrocher au moins cent contrats par an, on devine la mentalité que peut rapidement acquérir un démarcheur : placer à tout prix des contrats de n'importe quoi, car le salaire et l'emploi sont en jeu. Aussi la tactique est-elle d'autant plus simple qu'elle est ignoble : on cherche ceux qui peuvent être facilement « assurés ». En premier lieu, les immigrés. On va chez un travailleur étranger, on s'assure d'abord qu'il est bien en règle (on lui demande sa carte de séjour, sa carte de travail) et puis il n'y a plus qu'à y aller au baratin. Et pour cela, on peut leur faire confiance. En second lieu, les personnes âgées font une cible de choix : on spécule sur leurs peurs des accidents, au besoin on en rajoute, la fin justifiant les moyens. Enfin, dernière « astuce », complémentaire, une petite visite d'« amitié » dans une agence de location-vente d'appartements et de pavillons de la ville (qui est une cité ouvrière) permet (monneyant quoi ?) d'obtenir la liste complète des nouveaux locataires et acheteurs. Toutes ces pratiques étant évidemment légalement interdites, mais profits obligent, n'est-ce pas ? Ainsi, bon an mal an, le directeur de cette agence locale, par ailleurs, mais est-ce étonnant, raciste, fait des affaires rentables. Et tout cela n'est que peu de choses comparé au rôle important que les sociétés d'assurances jouent par ailleurs dans le monde des finances en système capitaliste.

Le Parti unifié sud-coréen dénonce l'oppression brutale de la clique de Pak Jung Hi

Pyongyang, 10 mars 1974. — Selon KCNA, le Parti unifié révolutionnaire de la Corée du Sud a publié récemment un livre blanc dénonçant l'oppression et l'exploitation brutales exercées par la clique de Pak Jung Hi à l'égard des ouvriers sud-coréens.

La situation misérable des ouvriers sud-coréens est entièrement due à la politique fasciste et traîtresse appliquée par la clique de Pak Jung Hi, écrit le livre blanc.

Ce livre indique que les ouvriers sud-coréens sont obligés de travailler sans trêve douze à quatorze heures par jour, et dans certains travaux, seize à dix-huit heures d'un cruel travail d'esclave. Mais ils reçoivent en échange des salaires de famine correspondant à pas plus d'un tiers de leurs dépenses vitales. La situation est pire encore pour les femmes et enfants d'ouvriers. Leurs salaires équivalent seulement à 48 pour cent de celui d'un ouvrier ordinaire.

Dans certaines entreprises étrangères, les ouvriers sont considérés comme des bêtes de somme, maltraités, insultés et même assassinés. Ils sont privés du droit de parler leur propre langue durant le travail.

Le livre blanc indique que la clique de Pak Jung Hi poursuit une politique visant à réaliser son ambition de rester définitivement au pouvoir en trahissant le pays et la nation. La situation du peuple travailleur sud-coréen ne pourra s'améliorer et il ne pourra se débarrasser de son misérable sort présent, tant que la politique traîtresse des dirigeants actuels ne sera pas complètement mise en échec.

BRÉSIL

Liberté pour José Duarte !

Dans les prisons de la dictature militaire brésilienne fasciste, se trouve, depuis octobre 1972, un vieux dirigeant prolétarien qui souffre d'une congestion cérébrale et dont la vie se trouve gravement menacée. L'accident qui affecte sa santé est la conséquence des mauvais traitements qu'il a subi pendant sa détention sur une longue période.

José Duarte a été détenu à Salvador, Bahia, durant un an et demi. Il a été conduit ensuite à Sao Paolo et incarcéré dans les locaux de l'O.B.A.N. où il a été sauvagement torturé. Ses bourreaux ont tenté de nombreuses fois de l'exterminer physiquement. Il a été envoyé plus tard, à Forteleza, Ceara, où se sont répétées les violences contre ce vieux lutteur d'avant-garde. Dans cet Etat, a eu lieu une grève de la faim des prisonniers politiques pour protester contre les conditions inhumaines dans lesquelles ils sont maintenus en prison. Duarte a été accusé d'être l'instigateur de la grève. Il a été placé pour une longue période dans une cellule isolée et dégoûtante. Depuis qu'il a été emprisonné, il a été victime d'interrogatoires constants et brutaux. Agé de soixante-six ans, sa santé se ressent sérieusement des mauvais traitements qui lui sont infligés.

La dictature militaire essaie de liquider ce valeureux et courageux fils de la classe ouvrière qui a voué son existence à la cause des exploités et des opprimés, sans refuser aucun sacrifice, ni reculer devant les plus grandes difficultés. José Duarte est un digne représentant du prolétariat, un ardent combattant de la libération nationale et sociale du peuple brésilien.

Défendre sa vie et lutter pour sa libération et pour les droits sacrés des masses populaires constitue un devoir pour tout patriote et démocrate.

Il faut protester contre le banditisme policier, contre les tortures infligées aux prisonniers politiques. Il est nécessaire d'exiger un traitement médical et des conditions de convalescence pour José Duarte, d'imposer sa libération immédiate.

LA JEUNESSE SCOLAIRE EN LUTTE

Soixante mille élèves du technique, lycéens, étudiants ont manifesté le jeudi 14 mars à Paris, de Nation à Barbès. De nombreuses manifestations ont eu lieu également en province, notamment à Nice, Marseille, Grenoble, Lyon, Toulouse, Brest, Rennes, etc. Les collégiens, lycéens et étudiants entendaient ainsi montrer leur détermination de continuer la lutte contre la réforme Fontanet et la loi Royer. De justes mots d'ordre furent lancés : « Non à la sélection sociale », « A bas la loi Royer ». En effet de nombreux collégiens et lycéens du technique présents représentaient la majorité écrasante, de l'ensemble de la manifestation, les élèves de C.E.T. étant les plus touchés par la loi Royer (voir article ci-dessous). Les révisionnistes des J.« C. » et de l'U.N.C.A.L., inexistants à la coordination lycéenne du technique, encore « échaudés » par leurs déboires de l'an passé lors des manifestations contre la loi Debré, ont préféré se joindre au mouvement. Ils n'ont eu à aucun moment la possibilité de se porter à la tête de la lutte pour la contrôler et l'engager dans la voie du « programme commun ». Heureusement pour les révisionnistes modernes, leurs complices trotskystes sont venus à la rescousse : En effet, des travailleurs du secteur public manifestaient à l'heure où s'achevait la manifestation lycéenne, de la place de l'Opéra à Palais-Royal. C'était là une opération politique dûment décidée et contrôlée totalement par les révisionnistes. Or qui est à l'origine de la tentative de faire rejoindre cette seconde manifestation par celle des lycéens ? Les trotskystes, dont la collusion objective avec les révisionnistes modernes représente le danger principal du mouvement lycéen, technique ou classique, et du mouvement étudiant. La jeunesse, force montante de l'avenir, est un élément très important de la lutte de notre peuple contre la bourgeoisie. Aussi est-ce dans une âpre lutte contre les influences trotskystes, renforçant en définitive une fois de plus les révisionnistes du P.« C. »F. qui propagent en son sein leur idéologie bourgeoise, que les marxistes-léninistes pourront orienter vers des objectifs politiques justes le mouvement de la jeunesse travailleuse et scolaire de notre pays, sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde révolutionnaire.

Le pré-apprentissage :

UN REMÈDE A LA CRISE CAPITALISTE

La loi Royer du 16 juillet 1971 organise la « réforme de l'apprentissage », en fait **légalise l'exploitation des enfants.** En effet un enfant de quatorze ans, sortant d'une classe de 5e peut entrer directement dans la production et être ainsi livré à la domination de l'idéologie patronale. Il suit un enseignement alterné : les 2/3 du temps chez un patron, le tiers restant à l'école où il est censé préparer le C.A.P.

Cette loi a d'abord été appliquée dans les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin, et de la Moselle. Pourquoi ? D'abord parce que dans ces trois départements la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans n'a jamais été effective. Ainsi une enquête récente effectuée dans la vallée de la Bruche révèle que 5 % seulement des enfants sont scolarisés au-delà de quatorze ans. Ensuite, parce que les petites et moyennes entreprises, les plus nombreuses dans la région, éprouvent des difficultés croissantes face au grand capital monopoliste et ne peuvent survivre qu'avec une main-d'œuvre sous-payée voire gratuite. Or dans le contexte actuel de crise il n'est pas question pour le pouvoir de s'aliéner une partie de sa base électorale.

Cette loi scélérate va être étendue à l'ensemble de la France à la rentrée 1974. D'une manière générale il s'agit de remédier d'une certaine façon à la crise du capitalisme. A l'heure actuelle la bourgeoisie française est soumise à la concurrence effrénée de ses rivaux américains, japonais, européens. Aussi faut-il à la bourgeoisie française une main-d'œuvre le meilleur marché possible. Mais la bourgeoisie se trompe : cette loi ne pourra résoudre les contradictions car la concentration industrielle et financière et par conséquent l'élimination des artisans et commerçants sont des lois inéluctables à l'époque de l'impérialisme. La loi Royer n'est qu'une loi démagogique qui vise à parer au plus pressé : faire croire que l'Etat aide les artisans et les commerçants en voie de prolétarisation **afin d'empêcher leur alliance avec le prolétariat face au pouvoir du grand capital.**

La loi répond aussi à une autre préoccupation. Elle est l'aboutissement d'une campagne de la presse bourgeoise contre l'école. « L'école pour quoi faire ? » ; « l'école, foyer révolutionnaire »... Il s'agit donc de « sortir » le plus tôt possible les enfants de l'école. A quatorze an un enfant est plus « malléable » qu'à seize ans. On pourra donc l'habituer aux cadences, à la soumission servile, l'imprégner de l'esprit-maison et développer en lui des tendances corporatistes. A plus long terme on peut craindre le démantèlement de l'éducation nationale au profit d'écoles patronales dans lesquelles on embrigaderait directement la jeunesse.

Voilà ce que recouvre la loi Royer. Voilà ce qu'il en est du soi-disant « humanisme traditionnel » des artisans alsaciens, tant vanté par leurs porte-paroles locaux !

Et ces candidats à l'apprentissage qui sont-ils ? La bourgeoisie a tout prévu. Les élèves sont divisés en groupes selon leur « niveau ». Les meilleurs poursuivront les études au lycée puis à l'université. Les autres, sont « dirigés » vers des classes de transition, le C.E.T., ou le pré-apprentissage. Outre le fait de diviser les élèves, ce système est impitoyable. On constate en effet, que les « meilleurs » élèves sont dans leur immense majorité des enfants de la bourgeoisie, alors que les « mauvais » élèves dans leur immense majorité sont fils d'ouvriers, de petits paysans, de travailleurs immigrés. De plus, l'enseignement est loin d'être gratuit : les livres, les transports, la cantine, etc., sont à la charge des parents.

Quel sort réserve-t-on à ces apprentis ? Quelques exemples suffisent. Ainsi, Régis (14 ans) travaille dans une petite entreprise d'installations sanitaires. Il travaille neuf heures et demie par jour, soit quarante-sept heures et demie par semaine sans salaire. « Pendant mon stage, j'ai nettoyé la cour, une cave pleine de plastique et de bois que je devais trier, chargé les poubelles sur la camionnette et les vider dans un dépôt d'ordures, lavé la voiture, lavé le bureau du magasinier... » Menus travaux, aucune formation, horaires fous : voilà le lot des apprentis. On pourrait multiplier les exemples, tous montrent :

— Que les apprentis sont utilisés comme « bonne à tout faire » et ne reçoivent aucune formation.

— Que pendant deux ans ils sont surexploités, sans toucher aucun salaire, alors que les patrons touchent des subventions subtantielles !

— Qu'à l'issue de l'apprentissage ils ont peu de chances de réussir le C.A.P. (75 % d'échec selon les statistiques officielles). De plus très souvent après leur stage, le chômage les attend.

Ainsi, un ancien apprenti de quinze ans à qui l'on demandait son avis sur l'apprentissage, déclare regretter avoir subi cette filière et conseille d'apprendre un métier dans un C.E.T.

Quand on connaît les conditions de travail dans les C.E.T., le sort de cet ancien doit vraiment être peu enviable. Certes les chances de réussir sont plus grandes. Il n'en reste pas moins que les C.E.T. sont les parents pauvres de l'Education nationale : locaux éternellement provisoires, maîtres peu nombreux, pratiques désuettes, classes surchargées, horaires chargés (huit heures par jour, histoire de prendre l'habitude du travail à l'usine), manque de crédits. Les C.E.T. coûtent cher pour la bourgeoisie ; le pré-apprentissage, c'est plus rentable ! C'est pourquoi on assiste à la liquidation des C.E.T.

Voilà l'école qui attend les fils et filles du prolétariat, une école sélective au seul service de la bourgeoisie. Le pré-apprentissage renforce l'exploitation des travailleurs et esaie d'embrigader les jeunes dès quatorze ans.

A BAS LA SELECTION !

A BAS L'ECOLE DES PATRONS ET DE L'ETAT BOURGEOIS !

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56 rue des Haies, 75020 PARIS Dépôt légal : 1er trimestre 1974.